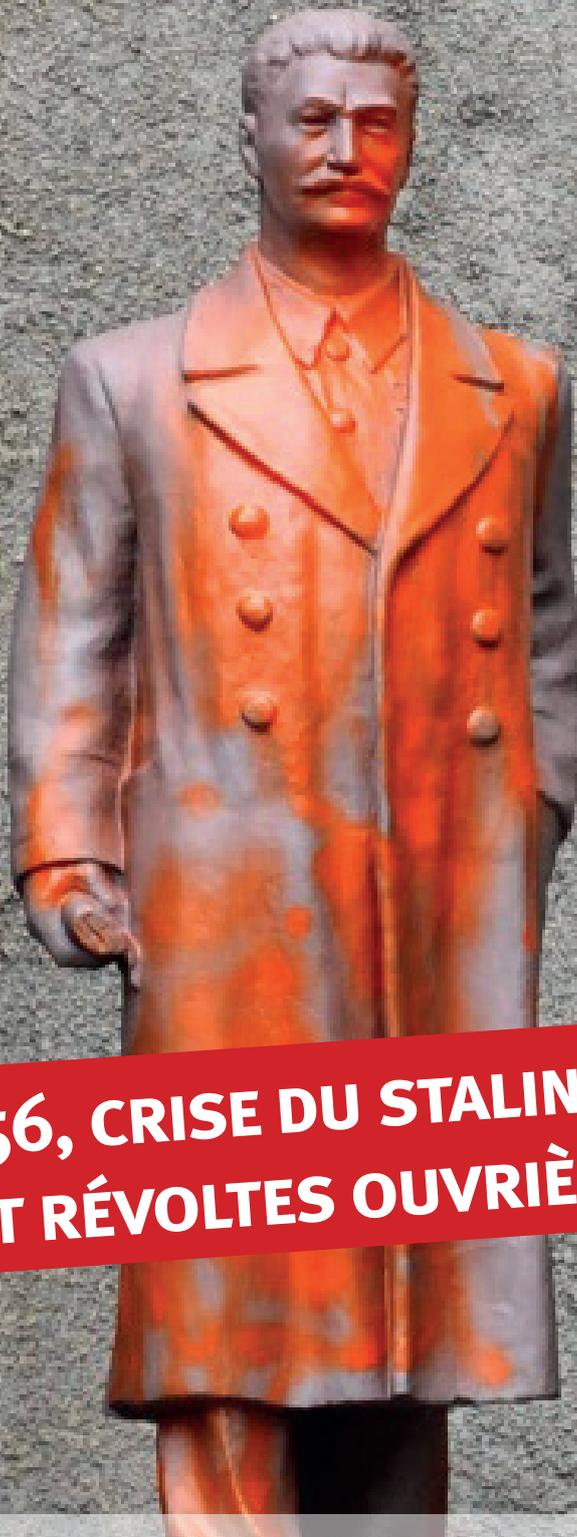


*l'Anti*capitaliste

N°75 | AVRIL 2016 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



1956, CRISE DU STALINISME ET RÉVOLTES OUVRIÈRES



LUTTES SOCIALES, CRISE POLITIQUE
ET SOUDAIN,
LA SITUATION AVAIT CHANGÉ



SNCF: LA RÉVOLTE VIENT DE LOIN



MONDIALISATION CAPITALISTE ET
RECRUESCENCE DES ÉPIDÉMIES

Sommaire

EDITORIAL

Régine Vinon Le début d'une lutte prolongée? **P3**

ACTUALITE

Jean-Philippe Divès Luttés sociales, crise politique Et soudain, la situation avait changé **P4**

Stella Monnot, Romain Soria SNCF: la révolte vient de loin **P6**

Frank Cantaloup Mondialisation capitaliste et recrudescence des épidémies **P8**

DOSSIER

Régine Vinon Après la mort de Staline
Insurrections ouvrières dans le glacis soviétique **P11**

Jean-Jacques Marie, Yann Cézard Le rapport Khrouchtchev:
contexte, raisons et conséquences **P14**

Tamas Krausz, Henri Wilno Hongrie: la déstalinisation ouvre la voie
au mouvement populaire **P18**

Tamas Krausz Les conseils ouvriers hongrois de 1956 **P19**

Jan Malewski Pologne 1956-1957: la révolution interrompue **P22**

Alain Krivine, Hubert Krivine, Henri Wilno «Les dirigeants du PCF, hyper stalinien,
ne pouvaient pas accepter le rapport Khrouchtchev» **P26**

EN DÉBATS

Daniel Tanuro Capitalisme, emploi et nature: sortir de l'engrenage destructif **P29**

Olivier Besancenot, Michael Löwy Réponse à René Berthier
Oui, allumons une bougie plutôt que de maudire l'obscurité! **P31**

LECTURES

Patrick Le Moal
L'idée de liberté, une réflexion sur la souveraineté et la démocratie **P34**

FOCUS

Jean-Philippe Divès «Dieu merci, les faits sont prescrits» **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA:
<http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Le 17 mars 2016 à Bordeaux, les lycéens en tête de la manifestation des syndicats et de la jeunesse. DR.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail:
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.
Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Le début d'une lutte prolongée ?

PAR RÉGINE VINON

«1916, chair à canon, 2016, chair à patrons», ce slogan entendu dans les manifestations contre la loi travail résume plutôt bien la situation actuelle. Et illustre ce qui a poussé des milliers de salariés et de jeunes dans la rue contre le retour à des conditions de travail du 19^e siècle.

Partout en Europe, l'heure est à l'offensive des capitalistes pour déréguler le travail: en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Angleterre et avant ça en Allemagne. Les gouvernements, que leur étiquette soit de droite, de gauche ou même de gauche radicale, accompagnent cette volonté. La gauche gouvernementale est prête à se saborder pour servir les intérêts de la bourgeoisie. Nous en avons l'illustration en ce moment même en France.

Pour faire passer la pilule, on nous sert *ad nauseam* le conte que ces sacrifices seraient nécessaires pour créer de l'emploi, et que bien des pays ayant adopté cette potion amère se porteraient tellement mieux aujourd'hui!

L'exemple de l'Italie est édifiant: le «Jobs Act» de Matteo Renzi, modifiant le CDI en diminuant ses garanties, aurait permis des créations d'emploi. Ce qu'on oublie de dire, c'est qu'elles sont principalement dues à une politique d'exonération de cotisations sociales pour chaque CDD transformé en nouveau CDI, à raison de 8000 euros par an pendant trois ans! C'est cette coûteuse politique qui aurait eu en 2015 un impact non négligeable sur l'emploi.

En Allemagne, exemple vanté par tous les bien-pensants libéraux, c'est la précarité qui explose avec les mini-jobs payés 450 euros maximum par mois. Le taux de chômage est en effet bas, mais au prix d'une augmentation de 50% du nombre des travailleurs pauvres en quelques années. Les salaires ont été tirés vers le bas, d'où une meilleure «compétitivité» des produits allemands.

Notons au passage que l'espérance de vie des Allemands les plus pauvres a diminué de deux ans en une décennie, de 2001 à 2010. Avec un âge de départ à la retraite de plus en plus élevé, les Allemands les moins fortunés bénéficieront d'une retraite plus courte. En Grande-Bretagne aussi, les chiffres du chômage sont bas, grâce à près de deux millions de contrats zéro heure, ne garantissant aucun horaire ni salaire, rendant les salariés corvéables à merci. Retour au 19^e siècle, vous disaient-on.

UNE ATTAQUE CONCERTÉE DES CAPITALISTES

En fait, cette offensive généralisée contre les couches populaires est une décision concertée par les capitalistes pour conserver et accroître leurs profits. Nous subissons actuellement l'une des plus grandes crises du système capitaliste depuis les années 1930, laquelle amène les patrons à tenter d'exercer un rapport de forces de plus en plus impitoyable, en imposant la précarité pour tous et un niveau d'exploitation des travailleurs encore plus élevé. Moyennant quoi les chiffres du chômage baisseront – peut-être – artificiellement.

Pour faire avaler la pilule, la répression s'intensifie contre les contestataires. Comme cette scène à la poste d'Asnières, dans le 92: alors que des étudiants venaient informer le personnel de l'avancement de la mobilisation sur les universités, et qu'un délégué syndical Sud PTT était en train de parler, la police a fait irruption, flashballs en évidence, appelée par la direction.

De même, des arrestations arbitraires ont eu lieu le 17 mars à Metz ou à Besançon. A Nantes, un manifestant était condamné à deux mois ferme, en comparution immédiate. A Bergson, un lycée du 19^e arrondissement de Paris, une vidéo a montré le tabassage en règle d'un lycéen par les forces de l'ordre. A l'université de Tolbiac, l'évacuation a été menée de façon musclée par les flics.

LA RÉACTION POPULAIRE SE DESSINE

Partout en Europe, on sent la colère contre les dirigeants de droite ou de gauche qui ont fait passer des politiques d'austérité. Cela se traduit pour l'instant d'un point de vue électoral, avec la victoire de Syriza en Grèce, les votes pour Podemos en Espagne ou Corbyn en Angleterre. Et aux Etats-Unis, par ceux en faveur de Sanders. C'est l'expression d'un mécontentement profond, assurément. Il reste à le transformer en une riposte massive et déterminée, de mêmes nature et profondeur que la détermination des patrons.

C'est ce qui commence à se passer en France. Et il est vrai que si le mouvement actuel parvenait à faire reculer le gouvernement sur sa volonté de casse du code du travail, ce serait un véritable encouragement pour tous les peuples touchés par ces mesures.



Dans la manifestation du 9 mars 2016 à Paris. Photothèque rouge/JMB.

LUTTES SOCIALES, CRISE POLITIQUE

Et soudain, la situation avait changé

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

La mobilisation en cours contre la loi « travail » a déjà marqué un avant et un après. La situation politique et sociale devient plus favorable aux luttes des salarié-e-s, de la jeunesse, des opprimé-e-s. Et ouvre de nouvelles possibilités pour l'action des anticapitalistes.

Rouleau-compresseur néolibéral, droitisation de la vie politique, montée continue du FN, attaques djihadistes au cœur de Paris, état d'urgence et interdiction des manifestations, union nationale autour de la déchéance de nationalité... Le tableau paraissait bien sombre il y a quelques mois, voire encore semaines. Même si les luttes de résistance, qui n'avaient jamais cessé, commençaient à augmenter. Les tendances adverses n'ont pas disparu du jour au lendemain, de nouveaux coups de boutoir réactionnaires peuvent survenir à tout moment et pourtant, la situation a changé.

Le facteur déterminant est bien sûr le spectaculaire regain de la contestation sociale, déclenchée – comme souvent – par une mobilisation de la jeunesse. Quels que soient le devenir et l'issue finale du mouvement contre la loi Valls-El Khomri, il est d'ores et déjà le plus massif et déterminé depuis celui de 2010 sur les retraites – dont la défaite avait alors scellé une inversion de tendance, ouvrant une étape de recul des luttes sur le plan social et d'offensive réactionnaire au niveau politique.

Ce rappel de 2010 signifie-t-il que si le mouvement en cours ne parvenait pas à imposer le retrait de la loi « travail » (ce qui est dans le domaine du possible), nous serions repartis pour des années de réaction et de néolibéralisme triomphants ? Rien n'est moins sûr, pour plusieurs raisons.

Le premier facteur tient à la dynamique sociale d'ensemble qui est à l'œuvre. Ce mouvement surgit, d'une part, en tant qu'expression, « coagulation » disent beaucoup, d'une accumulation de mécontentements sur toute une série de terrains (austérité gouvernementale et agressions patronales redoublées, re-

noncements écologiques et répression d'Etat contre les contestataires, attaques antidémocratiques et racistes dans le cadre de l'état d'urgence, sort indigne réservé aux migrants...) ; d'autre part, comme couronnement de mois qui ont été marqués par une hausse sensible des conflits sociaux et environnementaux, même si les premiers sont restés largement invisibilisés du fait de leur caractère ponctuel et localisé¹.

Un deuxième facteur concerne la dynamique politique. Les grèves, occupations, manifestations s'affrontent à un gouvernement « de gauche ». Et elles se combinent avec un mouvement politique antigouvernemental marqué à gauche, une première depuis le début du quinquennat (la contestation et la mobilisation ne sont plus le monopole des réacs de « la manif pour tous » !) Depuis 2012, le NPA avait mis en avant la nécessité de construire une « opposition de gauche » au gouvernement : celle-ci est aujourd'hui en train de se construire dans la rue.

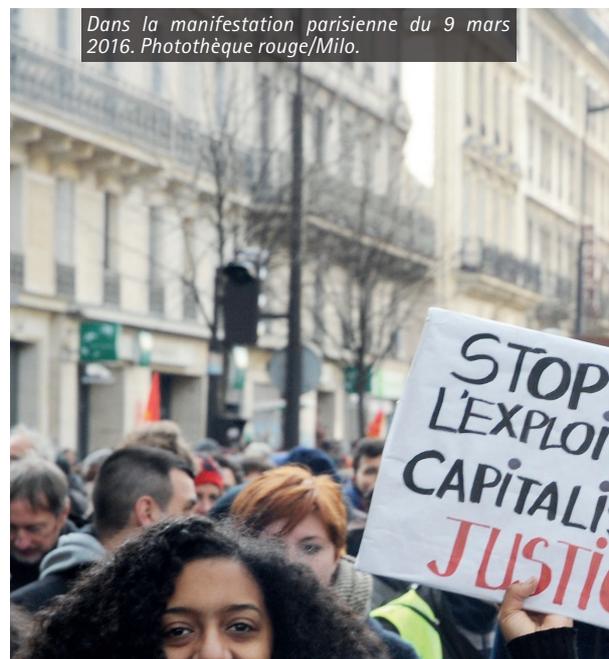
Enfin, il convient de considérer les dynamiques internes au mouvement. Ce qui frappe, notamment par rapport aux mouvements précédents (1995, 2003, 2010) qui étaient largement dominés par une conscience moyenne antilibérale non anticapitaliste, marquée par des références nostalgiques à la période des Trente Glorieuses, est la radicalité anti-système qui s'exprime dans les mobilisations. Chez de nombreux jeunes en particulier (même si, à l'instar du salariat, seuls des secteurs minoritaires, une « avant-garde », se sont jusqu'à présent mis en mouvement), l'anticapitalisme apparaît comme sorte d'évidence, tandis que pour beaucoup, le communisme n'est plus un gros

mot et suscite au contraire intérêt et questions.

OPPOSITION DE GAUCHE, GOUVERNEMENT AUX ABOIS

Ce qui donne à la situation actuelle son caractère particulier, et potentiellement explosif, est donc la combinaison du renouveau des luttes et d'une crise politique sans précédent. Hollande-Valls sont allés si loin qu'ils ont fracturé leur

Dans la manifestation parisienne du 9 mars 2016. Photothèque rouge/Milo.



propre parti. Le passage de Martine Aubry et Benoit Hamon à une quasi opposition a marqué un tournant – dont on voit certaines conséquences à travers les prises de position de l'UNEF et des « syndicats » lycéens, dont les directions sont toutes liées à des courants du PS.

Le gouvernement enfonce aujourd'hui tous les records d'impopularité. « Normalement » rejeté à droite et à l'extrême droite, il l'est désormais aussi à gauche.

La une sur cinq colonnes du journal *Le Monde* daté du 31 mars, «*A gauche, le rejet massif de François Hollande*», rend compte d'une réalité. Selon un sondage Odoxa-Paris Match du 18 mars, 73% des électeurs qui se situent à gauche (pour 86% du total) ne souhaitent pas que Hollande se représente à la présidentielle. Une autre enquête du même institut, réalisée au même moment pour le quotidien *Les Echos* («*Les rendez-vous de l'économie*»), établit que «*pour les Français, les chefs d'entreprises sont les seuls gagnants de la politique du gouvernement alors que les jeunes, mais aussi les ouvriers et les salariés précaires, en seraient les principales victimes*».

Hollande-Valls sont aux abois. Alors qu'ils avaient déjà dû remiser certains points du projet El Khomri (pour tenter d'en conserver l'essentiel, avec le soutien de la CFDT et du Medef), le 30 mars a scellé la débâcle de leur projet de réforme constitutionnelle, la grande manœuvre d'union nationale imaginée après les attentats du 13 novembre, avec ses mesures directement empruntées à l'extrême droite. C'est pour eux une claque monumentale. Qui ne peut pas

DES FORMES NOUVELLES ET ANCIENNES, DES QUESTIONS DE FOND TRÈS CLASSIQUES

Les révolutions arabes de 2011, notamment en Egypte, avaient les premières mis en évidence le rôle que pouvaient désormais jouer les «réseaux sociaux» (facebook, twitter, youtube et autres médias). Sans surprise, on retrouve cet élément dans le mouvement contre la loi travail, depuis la pétition en ligne («*Loi Travail: non merci!*») lancée le 19 février par quelques militants dont l'ancienne socialiste Caroline de Haas, jusqu'à l'initiative #OnVautMieuxQueCa et à celle du 31 mars, «*Nuit debout, on ne rentre pas chez nous*».

Pour le reste, on serait presque surpris du classicisme des problèmes politiques posés par et dans le mouvement. Dans le paysage syndical, on retrouve le même clivage que celui de 1995 entre les organisations dites «contestataires» (CGT, FO, Solidaires, FSU) et celles dites «réformistes», CFDT en tête. Et du côté des directions «contestataires», c'est la même politique des journées d'action saute-mouton, que l'on a vue et revue en 1995, 2003 puis 2010.

Les militants combatifs, des GoodYear aux postiers du 92, qui plaident pour la convergence, l'auto-organisation et la grève générale, semblent cependant avoir un écho plus important que dans le passé – en tout cas les «réseaux sociaux», dont l'existence aide à faire connaître des positions plus radicales, en décalage avec les médias et organisations institutionnels, leur accordent aujourd'hui un tel crédit. Tout l'enjeu des prochaines semaines est de savoir si la poussée de la base et l'action des équipes lutte de classe permettront d'aller au-delà de la politique traditionnelle des directions syndicales, en

développant l'auto-organisation et l'unité interprofessionnelle pour construire un mouvement capable de gagner, donc prêt à œuvrer à une paralysie de l'économie du pays.

Dans la jeunesse, outre le foisonnement créatif que l'on commence à observer, on est frappé également par la similitude avec les configurations politiques de mouvements du passé, y compris lointain. Comme dans beaucoup de mobilisations précédentes, les deux ques-

tions centrales sont la massification du mouvement, qui implique la grève la plus générale et prolongée possible, et celle de l'auto-organisation en assemblées générales et coordinations souveraines, avec des comités de mobilisation ou de grève mandatés et révocables. L'une conditionnant l'autre, et réciproquement.

Quant aux forces organisées qui interviennent dans le mouvement étudiant et lycéen, c'est aussi du déjà vu avec les trois grands pôles politiques en action: anticapitalistes et révolutionnaires (dont les militants du NPA), gauche réformiste (représentée principalement par les secteurs du PS qui contrôlent l'UNEF et les «syndicats» lycéens), mouvance autonome (dont la principale expression en région parisienne est le Mili).²

UN FUTUR «OUVERT»

Personne ne peut évidemment prévoir ce qu'il adviendra de ce mouvement. Cela dépendra d'abord des grandes dynamiques sociales et politiques – qui nous échappent largement – et ensuite, dans ce cadre, des batailles concrètes où, là oui, les anticapitalistes jouent et joueront un rôle. Ce qui dans tous les cas est certain, c'est que l'on est entré dans une situation riche de possibilités. D'autant que si le gouvernement Hollande-Valls se meurt (lentement, très lentement grâce aux institutions de la V^e République), la crise politique est véritablement générale. Il faut ajouter la cacophonie à droite, avec les onze candidats à la primaire des Républicains (et les ennuis judiciaires récurrents de l'ex-président), un scrutin que les «centristes» de l'UDI et du Modem ont d'ailleurs décidé de bouder, l'éclatement du Front de gauche et l'invisibilité persistante d'EE-LV, ainsi que l'effacement soudain du FN – qui, comme cela avait toujours été le cas jusqu'à présent, disparaît des écrans dès que se développe une mobilisation sociale d'ampleur.

Aider à reconstruire un mouvement ouvrier et social digne de ce nom, développer une alternative politique anticapitaliste: les tâches restent les mêmes, mais l'espace qui permet d'y travailler s'est sensiblement élargi. □

¹ Voir à ce sujet les études de notre camarade Jacques Chastaing, disponibles sur <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog>

² Ainsi, ces trois courants étaient déjà présents dans la grève générale des universités (qui avait duré trois mois) du printemps 1976. De même pour la problématique massification/auto-organisation. Bien sûr les époques sont différentes, tous les paramètres ont largement changé. Mais sur le fond, ce sont les mêmes questions et batailles politiques, pour les mêmes types d'orientation.



être attribuée superficiellement (comme Cambadélis et d'autres ont tenté de l'accréditer) à l'opposition d'une droite sénatoriale qui aurait choisi la position dure de Fillon contre celle, plus accommodante, de Sarkozy. L'échec gouvernemental s'explique d'abord par une situation d'ensemble, marquée par l'opposition de gauche surgissant de la rue, qui accélère le processus de dislocation de la majorité présidentielle et parlementaire.

SNCF: la révolte vient de loin

PAR STELLA MONNOT ET ROMAIN SORIA

Le 9 mars, les cheminots se sont massivement mis en grève à l'appel des quatre organisations syndicales représentatives de la SNCF. A l'heure où nous « bouclons », avant la grande journée d'action du 31 mars, nous ne savons pas comment évoluera cette mobilisation. Mais une chose est sûre: elle a des racines profondes.

Selon la CGT, plus d'un cheminot sur deux s'est mobilisé. Les taux de grévistes ont pu localement atteindre les 100% et provoquer la fermeture de lignes entières, rendant caduque l'obligation de service minimum. La direction minore les taux de grévistes à 35%, ce qui – malgré le ridicule de la méthode de comptage patronale – revient à acter que la mobilisation était plus forte que lors de la dernière grande grève nationale de juin 2014. Les raisons d'un mouvement aussi massif sont à chercher dans la convergence de trois facteurs: l'accumulation d'une colère larvée face à une politique de réorganisations permanentes, imposant casse des métiers, polyvalence et suppressions de postes; la parution d'un projet de « décret-socle » devant servir de base à une nouvelle réglementation du travail dans la branche ferroviaire; et évidemment, le climat de révolte face à la Loi Travail.

SUPPRESSIONS DE POSTES, RÉORGANISATIONS ET GEL DES SALAIRES

Les derniers mois de 2015 ont été marqués dans plusieurs régions par de nombreux conflits locaux, qui sont l'expression d'une tension devenue intenable dans de nombreux chantiers. Le plus souvent, ce sont les réorganisations, les suppressions de postes, le manque d'effectifs dans les chantiers et leurs conséquences sur l'organisation du travail et sur la sécurité qui sont au cœur de ces conflits. Les contrôleurs, par exemple, voient leur métier menacé à travers la généralisation de l'EAS (Exploitation Agent Seul) : le nouveau matériel mis en œuvre dans les nouvelles rames TER permet de se passer de la présence d'un contrôleur pour effectuer certaines opérations de sécurité. D'autres expérimentations cherchent à remplacer les contrôleurs par des agents sédentaires, moins bien payés. A la vente, c'est un véritable plan social qui a cours, avec la suppression de la

moitié des postes en cinq ans et une politique privilégiant la vente sur internet.

Depuis 2003, il y a eu plus de 25 000 départs non remplacés à la SNCF et la direction envisage 10 000 suppressions de plus pour les années à venir. Elle annonce pourtant 400 embauches en 2016 à SNCF Réseau (le gestionnaire d'infrastructure, séparé du reste par la réforme de 2014)... sauf qu'il y aura en réalité 1800 suppressions à SNCF Mobilités (la branche de l'entreprise qui exploite le réseau), essentiellement concentrées au fret, aux guichets et chez les roulants (contrôleurs et agents de conduite).

Pour compenser ces manques, la direction a fait le choix d'avoir recours à de plus en plus de sous-traitance, sous toutes ses formes: filialisation puis externalisation de secteurs entiers, transfert de missions aux entreprises extérieures, embauches de prestataires et de salariés intérimaires, avec pour conséquences plus de précarisation et un véritable dumping social en interne.

Ces politiques ont eu des conséquences tragiques. La dégradation du matériel et du réseau a abouti à plusieurs accidents majeurs. Les nombreuses révélations autour de l'enquête sur la catastrophe de Brétigny pointent la responsabilité de la direction de la SNCF et sa politique de « risque calculé ». Elle a multiplié les tentatives de manipulation des magistrats, de dissimulation des preuves et de menace contre ses cadres ayant pu communiquer à la justice des éléments sur les défaillances de l'entreprise. Pourtant, la direction ne semble même pas inquiétée: tandis que le président, Guillaume Pepy, reste tranquillement en place, Jacques Rapoport (le responsable de la partie Réseau de la SNCF) vient d'annoncer sa démission, officiellement pour raison d'âge... Beaucoup de cheminots sont en revanche révoltés par cet abandon de fait de normes de sécurité et de qualité auxquelles ils sont attachés.

L'austérité pèse également sur les salaires, gelés par la direction en 2015. En 1983, le salaire d'embauche à la SNCF était 26% au-dessus du SMIC. En 2014, la différence n'est plus que de 0,24%, suite à l'augmentation légale et mécanique du SMIC de 0,8%.



LA SUITE DE LA RÉFORME DE 2014

C'est dans ce contexte que s'applique progressivement la réforme du système ferroviaire instaurée par la loi du 4 août 2014, celle que les cheminots avaient combattue par la grève reconductible en juin 2014. Cette loi s'inscrit dans le processus de libéralisation du rail à l'œuvre depuis les années 1990 en Europe et se veut la transcription française des « paquets ferroviaires européens », ensembles législatifs cadrant l'ouverture progressive à la concurrence. La réforme se fixe deux objectifs. Le premier, effectif depuis le 1^{er} janvier 2015, consiste en l'explosion de « l'EPIC » (établissement public industriel et commercial)

SNCF historique en trois nouveaux EPIC: SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités. Le but est de séparer le gestionnaire d'infrastructure (SNCF Réseau) et l'entreprise de transport ferroviaire (SNCF Mobilités) pour assurer la neutralité du premier vis-à-vis des entreprises ferroviaires privées utilisant le réseau national (uniquement le fret privé et les trains internationaux à l'heure actuelle).

Second objectif: la remise à plat des règles sociales dans le secteur ferroviaire. Depuis l'ouverture à la concurrence dans le fret, deux régimes coexistent: d'un côté la réglementation SNCF, applicable aux seuls cheminots du secteur public, de l'autre une convention collective s'appliquant uniquement aux salariés du fret ferroviaire privé. La réglementation du travail applicable actuellement à la SNCF est fixée par un règlement spécifique, le RH0077, qui reprend les dispositions d'un décret datant de 1999 en fixant notamment une



19 juin 2014, les cheminots contre la réforme ferroviaire. Photothèque rouge/JMB.

série de dérogations au code du travail. Si le RH0077, dont la mise en place a provoqué une grève en 1999, permet déjà une flexibilité importante, il reste nettement plus favorable que les règles sociales en vigueur dans les entreprises privées.

Prétextant lutter contre le dumping social, la réforme vise à mettre en place un «cadre social harmonisé» pour l'ensemble des cheminots (public et privé), remplaçant au 1^{er} juillet 2016 le décret de 1999 encore en vigueur à la SNCF. Celui-ci doit être remplacé par un «décret-socle», lui-même complété par une convention collective commune à tout le secteur ferroviaire – dont la négociation est imposée par la loi.

UN «CHOC DE PRODUCTIVITÉ»

C'est la parution le 18 février dernier du projet de décret-socle qui a mis le feu aux poudres. Car évidemment l'opération n'est pas neutre et la fameuse «harmonisation» sociale prévue par la loi est l'occasion d'un formidable choc de productivité, sur le dos des cheminots.

Le temps de travail augmenterait de 18 à 39 heures par an en fonction des régimes de travail des cheminots (sédentaires, roulants, travaillant de nuit...), tout comme le nombre de jours travaillés par an. En remettant en cause l'application actuelle des 35 heures à la SNCF, le décret prévoit les suppressions de trois jours de repos supplémentaires pour les salariés des directions, onze pour les roulants et les sédentaires travaillant dans les établissements, et 21 pour les travailleurs de nuit. Dans la même logique, les différents «taquets», qui imposent 52 «repos doubles» et 22 dimanches (dont 12 accolés à un samedi) par an, sont supprimés. Le décret permet aussi une flexibilité considérable: tout cheminot pourra voir son calendrier de travail modifié 24 heures à l'avance, et son horaire d'embauche une heure à l'avance en cas d'«événement imprévu lié aux contraintes d'exploitation». Voilà le salarié disponible à toute heure, et ce sans les contreparties financières existant aujourd'hui!

Last but not least, le champ d'application du projet de décret-socle est beaucoup plus restrictif que celui du règlement actuellement en vigueur. Il s'appliquerait au «personnel sédentaire affecté à des activités liées aux horaires de transport et à l'assurance de la continuité et de la régularité du trafic», ce qui exclut potentiellement les cheminots du commercial, des services médicaux-sociaux, des services administratifs... La notion de personnel «roulant» est réduite aux seuls personnels assurant des tâches de sécurité, ce qui exclut une partie des contrôleurs, dans un contexte où la direction cherche à faire assumer (à moindre coût!) des tâches de contrôle au personnel commercial sédentaire.

C'est l'ensemble de ces mesures que les cheminots ont rejeté en bloc par la grève le 9 mars. Portée par le contexte politique général et sa dimension interprofessionnelle, la mobilisation a été profonde: affluence importante dans les assemblées générales pour une journée de grève de 24 heures, participation massive aux heures d'information syndicale la précédant, effervescence sur les réseaux sociaux... Autant de signes que les cheminots sont bel et bien prêts à lutter.

APRÈS LE 9, QUELLES STRATÉGIES SYNDICALES?

Après le 9 mars, le gouvernement a présenté une version «définitive» du décret-socle, avec des modifications minimales et attendues car déjà annoncées par la direction de la SNCF. La seconde version réintroduit un nombre donné de repos doubles et de dimanches non travaillés obligatoires, mais largement inférieur à celui imposé par le RH0077.

Quelles suites donner alors au mouvement? Après le 9, les directions des fédérations syndicales cheminotes n'avaient pas l'air de vouloir transformer l'essai. Il y a chez elles, au moment où nous écrivons, une volonté très forte, et assumée comme telle, de dissocier la mobilisation cheminote de la lutte contre la loi El Khomri, malgré la concomitance et les similarités évidentes des attaques.

La CFDT et l'UNSA suivent en cela les positions de leurs confédérations sur la loi Travail. La direction de la fédération CGT axe l'ensemble de sa stratégie sur la négociation d'une «bonne» convention collective, actant quasiment la parution d'un décret-socle au rabais et envisageant une grève reconductible vers fin mai ou début juin selon l'avancée des négociations.

Cette tentative de «compromis raisonnable», similaire à celui que la CGT avait négocié en 1999 au moment de l'application des 35 heures, semble pourtant vouée à l'échec. Les négociations de la convention collective sont aujourd'hui au point mort et le patronat du rail veut pousser jusqu'au bout l'avantage donné par le gouvernement. Sud Rail a adopté une position plus offensive en proposant une reconductible aux autres organisations syndicales à partir du 31 mars, sur les revendications d'un décret-socle au niveau du RH0077 et du retrait de la loi Travail. Mais on peut douter qu'il appelle à la reconductible sans la CGT.

Alors, fin de partie et défaite sans combat? Rien n'est moins sûr. La volonté de se battre est présente, y compris dans de nombreuses équipes CGT qui ont souvent été à la pointe de la construction du 9 mars et au sein desquelles les positions de la fédération suscitent parfois de très fortes oppositions. La convergence de la grogne au sein de la CGT et de Sud Rail, de la combativité parmi les cheminots du rang et surtout le climat interprofessionnel et général, avec la mobilisation dans la jeunesse, peuvent encore bouleverser en profondeur la situation, le 31 mars et au-delà. □

Mondialisation capitaliste et recrudescence des épidémies

PAR FRANK CANTALOUPE

Les images des hommes en blanc dans les mouvoirs d'Ebola ont marqué les esprits. Du Sida au Zika, en passant par le SRAS, le H5N1 ou le H1N1, ce début de siècle semble marqué par le retour du temps noir des épidémies.

Ce serait pourtant oublier que dans la plus grande partie de la planète, celle qu'on n'ose plus depuis longtemps appeler en développement, le temps des épidémies n'a jamais cessé. Le paludisme tue toutes les 30 secondes – mais, c'est vrai, à 85% en Afrique sub-saharienne: plus de 2,7 millions de morts dans les années 1990, et encore entre 600 000 et un million de personnes aujourd'hui. La tuberculose est en recrudescence et tue autant que le sida: autour d'un million de morts en 2006, mais 1,5 million aujourd'hui, avec l'apparition de formes de résistance, notamment en Europe de l'Est. Mais pas besoin d'aller si loin pour voir une épidémie oubliée. Qui sait qu'en France, 300 000 personnes ont une hépatite B chronique, et 1300 en meurent chaque année, d'une cirrhose ou d'un cancer primitif du foie? Il faut dire que ceux qui meurent n'ont pas de parole ni de visibilité. L'hépatite B ne touche que 0,7% de la population générale, mais 44% des usagers de drogues injectables et 7% des migrants en situation de précarité. Dans les pays capitalistes développés, les populations ont pu se croire à l'abri. En quelques générations, le souvenir des épidémies a été oublié. Sous le triple coup de boutoir de l'augmentation massive du niveau de vie, du développement des sciences et des antibiotiques, mais aussi de la politique vaccinale, des pathologies comme la poliomyélite ou la diphtérie ont quasiment disparu. Dans l'imaginaire collectif, le retour de la question épidémique ne pouvait être que l'irruption d'un passé lointain, toujours issu de continents archaïques éloignés de la modernité.

C'est beau comme le discours de Dakar d'un Sarkozy! Sur fond de crise économique et de réchauffement climatique,

sur fond de multiplication des conflits et de crise migratoire, cette nouvelle menace, semblant venir à chaque fois du Sud, ne pouvait être qu'une attaque étrangère, comme hier la grippe mondiale de 1918, qui fit autour de 50 millions de morts, ne pouvait être qu'«espagnole». La tentation de la vieille quarantaine, de la fermeture des frontières dans un monde globalisé menaçant, revient alors au galop. Et d'autant plus facilement que le monde dans lequel naissent ces épidémies semble hors du cœur de l'économie mondiale.

C'est pourtant une toute autre histoire que racontent les pathologies infectieuses émergentes. Celle d'une modernité qui modifie radicalement les conditions d'émergence de pathologies souvent anciennes. Celle d'une globalisation capitaliste qui ouvre de nouveaux horizons aux virus et bactéries, en mitant une forêt tropicale réservoir de biodiversité et donc aussi de pathogènes, en regroupant les humains dans de gigantesques villes, en faisant circuler à toute vitesse à travers le monde les marchandises et les hommes, en bermuda ou en treillis, et avec eux les virus et bactéries. Celle d'une destruction des sociétés traditionnelles, de leurs solidarités et de leurs savoirs ancestraux face aux maladies, sans que jamais elles ne soient remplacées par le marché ou l'Etat. Pas rentable. Celle d'une marchandisation du corps des femmes alors que les hommes célibataires sont poussés dans de gigantesques migrations... Des bouleversements sociaux, culturels, sexuels et écologiques très rapides, qui ne donnent pas aux corps le temps de fabriquer leur immunité, sans donner au corps social les moyens d'une défense collective à travers ces nouveaux anticorps qui ont nom éducation, égalité, dé-

mocratie, savoir, tout-à-l'égout, systèmes de santé ou de vaccination... Une ONG comme Oxfam résume ce dont une bonne partie de l'humanité est privée par le beau slogan: «le pouvoir citoyen contre la pauvreté et la maladie». Trois exemples pour le démontrer.

EBOLA: RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DÉFORESTATION ET ÉCHEC DU MARCHÉ

Le virus Ebola a été isolé pour la première fois en 1976, en République démocratique du Congo. Depuis 1994, il se développe en petites épidémies annuelles, dans des communautés villageoises isolées, en forêt. En 2014, à la frontière entre Liberia, Guinée et Sierra Léone, soit à 3000 kilomètres du Congo, se développe une nouvelle épidémie au visage très différent, explosif, autour de Guéckédou et du Mont Nimba. Les chauves-souris frugivores semblent le principal réservoir naturel du virus Ebola. Réchauffement climatique, sécheresses et feux de forêt ont probablement favorisé les migrations des chauves-souris infectées vers l'Afrique de l'Ouest. Et dans la région du mont Nimba, tout pousse les hommes vers les chauves-souris et les chauves-souris vers les hommes.

La guerre civile, qui a ensanglanté le Liberia pendant des années, pousse des milliers de personnes à se réfugier en forêt, pour fuir les massacres. Elle les pousse aussi à manger de la viande de brousse, et surtout à pénétrer toujours plus loin en forêt pour creuser et dénicher métaux rares et diamants, qui serviront à financer les seigneurs de la guerre, pour finir dans les coffres des grandes compagnies internationales. La Guinée forestière a été littéralement rasée par les grandes compagnies à la recherche de bois exotique, mais surtout par l'introduction de la monoculture de

palme, produit d'exportation qui enrichit les élites. Les chauves-souris sont chassées de la forêt profonde en perdition et trouvent une nouvelle ressource dans les arbres à palme, au plus près des hommes auxquels elles transmettent le virus.

Mais de villageoise, l'épidémie Ebola est devenue urbaine. Car en quelques années, la petite ville de la région, Guéckédou, est passée de 2800 à 300 000 habitants, jusqu'à devenir la troisième ville du pays. La fièvre hémorragique a pu s'y développer pendant quatre mois sans être repérée, tant les services de santé sont absents et l'Etat tout entier aux mains des trafics transfrontières et des hommes des grandes compagnies. De là, elle est partie à la conquête des pays voisins, en menaçant de se développer à l'échelle mondiale.

Les quarante ans d'Ebola n'ont pas été mis à profit pour développer tests rapides, traitements ou vaccins. Marie-Paule Kieny, sous-directrice générale

comme celle de 1918 qui fit 50 millions de morts. Mais cette année là, c'est un bien étrange et nouvel objet épidémique qui a surgi, là où les épidémiologistes ne l'attendaient pas.

En avril 2009, c'est à Mexico que l'OMS a lancé l'alerte contre un nouveau virus grippal, A/H1N1, qui venait de causer une centaine de morts dans la capitale. C'est dans le village de La Gloria, qui jouxte les immenses usines à porcs de Granjas Carroll de Mexico, propriété de Smithfield Foods, premier producteur mondial de porcs, qu'a été isolé pour la première fois le virus A/H1N1, chez un jeune patient de quatre ans, Edgar Hernandez. Il allait faire le tour du monde en empruntant les avions de la mondialisation.

Depuis des années, les habitants pauvres de La Gloria manifestent à Mexico contre la spoliation de leurs terres, les gigantesques réservoirs de purin qui polluent l'air et l'eau de leur village, les carcasses de porcs flottant au milieu des excré-

noir de la grippe espagnole de 1918.

Un article de Nature, en juin 2009, donne une version plus complexe, mais guère plus rassurante de la naissance du virus H1N1. Celui-ci n'est en effet pas apparu dans un lieu unique à un moment donné, mais est issu de recombinaisons multiples et très complexes de virus porcins circulant dans les élevages en Amérique et en Eurasie. L'étude souligne le manque de suivi génétique des virus grippaux porcins. L'ancêtre du virus épidémique aurait en fait circulé dans les élevages depuis une dizaine d'années sans être détecté! Sa transmission finale à l'homme aurait eu lieu quelques mois seulement avant le début de la pandémie.

ZIKA : MONDIALISATION DES MOUSTIQUES AEDES ET ABSENCE DE SERVICES PUBLICS

Isolé pour la première fois en 1947, le virus Zika se diffuse progressivement, notamment en Asie, ne faisant que de petites épidémies. Mais la mondialisation libérale fait rapidement converger, comme lors de la coupe du monde de football au Brésil en 2014, des millions de voyageurs aériens, dont certains sont porteurs de Zika, et une population locale, sans défense immunitaire contre ce virus qu'elle n'a jamais cotoyé.

Quand en plus cette population s'entasse dans d'immenses favelas où les eaux stagnantes, les carcasses de voitures, les ordures laissées à l'abandon offrent autant de gîtes pour le développement des moustiques aedes aegypti et la diffusion du virus, on comprend le caractère explosif de Zika aux Amériques. Au Brésil par exemple, centre de l'épidémie, seulement 58% des foyers sont raccordés aux égouts, seuls 49% bénéficient de la collecte des déchets. Beaucoup souffrent de coupures d'eau qui obligent à stocker le précieux liquide dans de grandes bassines.

On comprend mieux, pour Zika comme pour toutes les épidémies, que ce soient les plus pauvres qui soient les plus frappés. Dans le Pernambouc, au nord-est du Brésil, 77% des mères d'enfants microcéphales vivent sous le seuil de pauvreté.



Le virus Ebola a tué plus de 11 000 personnes en deux ans. Alors que l'on annonçait son éradication, il vient de réapparaître en Guinée.

rale de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), en avoue les raisons : la fièvre Ebola est « typiquement une maladie de pauvres dans des pays pauvres, dans lesquels il n'y a pas de marché pour les firmes pharmaceutiques (...) C'est un échec de la société basée sur le marché, celui de la finance et des profits ».

H1N1 : L'ÉMERGENCE D'UNE PANDÉMIE VIRALE DANS LES GIGANTESQUES USINES À PORCS DU CAPITALISME

En 2009, comme chaque année, l'OMS avait les yeux rivés sur la Chine tropicale, son climat chaud et humide, ses vastes territoires où oiseaux, porcs et humains se côtoient pour donner naissance à la grippe saisonnière annuelle... ou à une nouvelle pandémie grippale,

le prix à payer pour produire près d'un million de porcs par an. Le mouvement de concentration de la production de porcs étatsunienne s'est aussi accompagné d'une délocalisation au Mexique, où les salaires sont plus bas et les autorités moins regardantes en matière d'hygiène. Smithfield a déjà écopé en 1997 de 12,6 millions de dollars d'amende pour violation du « Clean Water Act » (loi sur l'eau propre). Ces centaines de milliers de porcs, au profil génétique toujours semblable, entassés depuis des années sans réelle surveillance épidémiologique et bourrés d'antibiotiques pour toujours plus de profits, ont transformé l'agrobusiness en un gigantesque incubateur, qui favorise les risques de recombinaison virale, à l'image du scénario

SANTÉ AU SUD, ENTRE POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL ET PHILANTHROPO-CAPITALISME

En mars 1990, pour dénoncer le fait que « 93 % des malades du Sida n'ont droit qu'à 6,4 % de tous les budgets de soins », que les malades sont au Sud et les traitements au Nord, Jonathan Mann, directeur du Programme mondial de lutte contre le sida de l'OMS, a démissionné avec fracas.

Il faut dire que pour rembourser la dette, les dépenses de santé ont baissé de 50 % dans les pays du Tiers-monde au cours de la décennie 1980-90, selon les propres chiffres de la Banque mondiale. Une gigantesque ponction qui continue aujourd'hui, puisqu'en 2012, les sorties de bénéfices d'Afrique vers les coffres des pays riches ont représenté 5 % du PIB africain, contre 1 % d'entrée pour l'aide publique au développement. L'Afrique aide le monde ! Il n'est pas indifférent de noter que l'épidémie Ebola s'est développée dans la région d'Afrique qui a eu le plus à souffrir de cette destruction massive des systèmes de santé. Le Liberia où sévit Ebola n'avait plus que 50 médecins pour 4 millions d'habitants. 120 pour la Sierra Léone. Un virologue qui est tué par Ebola en Guinée, et il n'y a plus de virologie dans la région !

Les malades au sud, les traitements au nord. Une situation non seulement immorale, mais aussi dangereuse pour la santé et les profits des pays du Nord, dans un monde globalisé qui se joue des frontières. Le bilan est terrible pour l'OMS, mais aussi pour les partenariats public-privé et le philanthropo-capitalisme qui dominent aujourd'hui les politiques mondiales du « global health », la « santé globale ».

L'OMS, agence des Nations-Unies, est en crise. Elle a été minée dès les années 1980 par la défiance des Etats qui lui reprochent sa vision d'une santé mondiale s'appuyant sur les besoins des populations en matière d'éducation, d'accès au savoir, à l'alimentation, en publiant en 1997 une liste des 200 médicaments indispensables et en soutenant les communautés. Les USA vont jusqu'à suspendre leur contribution, et poussent à un changement d'orientation autour des partenariats public-privé et des actions verticales par pathologie, opposées aux soins de base communautaires. Minée aussi par la réduction de son budget suite à la crise fi-

nancière, qui est passé de 3,9 à 3 milliards de dollars en 2013, l'année d'Ebola.

Cette austérité est associée à une profonde restructuration de l'OMS, pour répondre aux choix et aux financements des donateurs, avec une augmentation de 20 % des budgets pour les maladies non transmissibles, en clair cardio-vasculaire, diabète, cancer, qui ont leurs marchés, et une baisse de 50 % des budgets du secteur intervention-épidémie-crise. Face à Ebola, à la tribune de l'ONU, la présidente de Médecin sans frontières dénonçait « la coalition mondiale de l'inaction ». L'OMS a non seulement scandaleusement tardé à se mobiliser contre le virus, mais est même convenue avec le laboratoire GSK de ne pas développer le candidat-vaccin au début de l'épidémie. Quelle différence de traitement avec la grippe H1N1 de 2009, où le prestigieux British Medical Journal accusait l'OMS d'avoir favorisé les trusts de la vaccination en poussant massivement les Etats les plus riches à investir dans l'achat de millions de doses de vaccins !

Mais le bilan n'est pas seulement terrible pour une OMS marginalisée. Après quelques succès avec le programme mondial de vaccination élargi, l'épreuve d'Ebola démontre aussi l'échec du projet de « global health ». Un projet qui s'appuie sur les financements de la Banque mondiale, les fondations privées Bill et Melinda Gates, au budget de cinq milliards de dollars annuels, à comparer aux trois milliards de l'OMS, et les trusts de la pharmacie. Une stratégie verticale par pathologie, dont les priorités répondent d'abord aux besoins de sécurité du « America's Vital Interest in Global Health » (intérêts vitaux de l'Amérique dans la santé globale), et dont les méthodes doivent être inspirées par l'industrie. Avec une vision de l'humanitaire qui rime souvent avec militaire. Qui fait que les tests pour Ebola arrivent finalement, avec retard, mais que les boîtes pour les accouchements ne sont toujours pas stérilisées, faute d'électricité dans les centres de santé. Qui oublie que la crise sociale, écologique, urbaine, démographique n'a jamais été aussi rapide que dans les pays du sud, qui désormais conjuguent de plus en plus pathologies infectieuses anciennes et émergentes, mais aussi nouvelles pathologies de société, comme l'obésité, le diabète, les maladies cardio-vasculaires et les can-

cers, pour lesquelles l'aide internationale est inexistante. Qui oublie finalement que les soins de base, mais aussi l'éducation, la démocratie, le savoir... sont indispensables à la santé d'une population, mais aussi au repérage des pathologies émergentes. Plus que l'échec de l'aide internationale, Ebola révèle la faiblesse du système sanitaire de nombreux pays, minés par la dette, la corruption et le pillage.

Face à ces pathologies émergentes, la tentation de fermeture des frontières est un leurre. Comme le déclare le directeur de l'Institut américain des allergies et des maladies infectieuses, le docteur Anthony Fauci, « le meilleur moyen de nous protéger est de mettre fin à l'épidémie en Afrique, et le meilleur moyen de combattre la maladie là-bas est d'envoyer un maximum de personnels de santé sur place pour aider à soigner les malades ».

Face aux trusts de la pharmacie et de la vaccination qui refusent d'investir dans la recherche pour les pathologies du Sud, ou se réfugient derrière leurs brevets pour refuser les médicaments au tiers-monde, il faut d'urgence exiger la licence obligatoire pour permettre de produire à bas coût des génériques, il faut reprendre la vieille revendication de l'OMS de la production publique des 200 médicaments indispensables. Vaccins et médicaments doivent être proclamés biens communs de l'humanité, l'industrie pharmaceutique expropriée et mise sous contrôle public (scientifiques et professionnels indépendants, syndicats, associations de malades et d'utilisateurs).

Mais au-delà des traitements et des vaccins, de la reconstruction des systèmes de santé détruits par la dette, améliorer substantiellement la qualité et la durée de vie des populations du Sud ne passe pas forcément par la même consommation de soins, d'eau, d'énergie, de forêt, de matières non renouvelables, de pollution, que dans les pays du Nord. Il y a une place pour une santé pour tous s'appuyant avant tout sur le développement renouvelable et l'alimentation pour tous, la formation, l'éducation et la prévention, l'accès universel à l'eau potable et aux services publics, le droit des femmes et des minorités. Augmenter le pouvoir des peuples contre la pauvreté et la maladie. Pour qu'enfin, au-delà des déclarations des gouvernants, la santé du monde passe avant le profit des trusts et l'austérité des Etats. □

APRÈS LA MORT DE STALINE

Insurrections ouvrières dans le glacis soviétique

PAR RÉGINE VINON

La mort de Staline en 1953 a entraîné une crise qui a vu en particulier une série de révoltes dans les pays d'Europe de l'Est placés sous tutelle soviétique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Avec, comme caractère spécifique, un rôle central de la classe ouvrière.

Difficile de comprendre les événements de ces années sans rappeler ce qu'a été la bureaucratie stalinienne. L'histoire a en effet accouché d'un monstre étrange et encore inconnu jusqu'alors. Cette couche sociale s'est approprié le pouvoir à la suite de la révolution russe de 1917. Les tendances bureaucratiques sont un phénomène permanent mais l'isolement de l'URSS, l'échec des révolutions ailleurs dans le monde, ont permis le développement et l'hégémonie progressive de cette couche qui, dès ses débuts, était pleine de paradoxes: d'un côté, elle se proclamait communiste et prétendait être l'incarnation de la classe ouvrière, de l'autre, elle utilisait l'appareil d'Etat pour ses propres intérêts, détournant à son profit une partie de la richesse produite.

PRODUIT DE L'ISOLEMENT DE LA RÉVOLUTION RUSSE

La révolution de 1917 en Russie demeura en effet isolée, malgré la vague révolutionnaire qui déferla à travers le monde en réaction à la boucherie de la Première Guerre mondiale. Ces révolutions qui échouèrent les unes après les autres laissèrent le pays sous-développé qu'était la Russie dans ses seules frontières, combattu par un ennemi intérieur, les troupes de l'ancien appareil d'Etat, et un ennemi extérieur, les Etats du reste du monde coalisés contre la nouvelle république soviétique. Les dirigeants révolutionnaires, autour de Lénine, tablaient sur une extension de la révolution dans les pays développés, faute de quoi ils étaient tous persuadés que la révolution serait écrasée en Russie comme l'avait été en 1871 la Commune de Paris. Ils espéraient que cette période d'isolement ne serait que transitoire. Personne n'avait prévu qu'elle serait durable et ce qu'elle engendrerait.

Du coup, au fil des années, insensiblement, les dirigeants, les gestionnaires de l'appareil d'Etat soviétique se détachèrent des masses, tout d'abord de façon inconsciente, et constituèrent une couche sociale propre, ce qui faisait dire à Victor Serge que le parti s'était transformé en «un parti d'ouvriers devenus fonctionnaires». Par la suite, la bureaucratie devint de plus en plus consciente de ses privilèges, et déterminée à les défendre contre la population des ouvriers et des paysans. Le parti ne s'appuyait plus sur l'initiative des masses, épuisées par la guerre, une longue période révolutionnaire et la famine pendant la guerre civile. Ces masses ne s'occupaient plus de leurs affaires, les laissant aux mains de la bureaucratie, qui allait trouver son maître en la personne de Staline. Il s'agissait dorénavant, en comptant sur la lassitude de la population, de la maintenir sous la domination de ses dirigeants, en interdisant la critique, en nommant des fidèles aux postes de responsabilité. Puis cette bureaucratie devint elle-même une force contre-révolutionnaire, en subordonnant l'ensemble du mouvement communiste aux intérêts de l'URSS.

UNE DICTATURE FÉROCE

Pour défendre ses privilèges et son pouvoir, forcément instable, car bâti sur une imposture, elle soumettait la classe ouvrière russe à une dictature féroce. Ainsi que tous ceux qui contestaient peu ou prou sa domination. Tout d'abord, les révolutionnaires qui avaient participé à la révolution d'octobre, qui comprenaient et dénonçaient l'usurpation du pouvoir, furent éliminés un à un, envoyés dans les camps, fusillés. Et notamment tous ceux qui partageaient l'analyse de Trotsky. La direction soviétique se lança dans une politique forcenée de collectivisation des

terres et d'industrialisation centrée sur les industries lourdes. Si l'URSS devint une puissance industrielle, ce fut sur la base de conditions de vie et de travail extrêmement difficiles de la plupart des ouvriers et paysans (même si l'accès à l'éducation et à la santé s'améliorèrent). Entre 1936 et 1938 eurent lieu les procès de Moscou. Avec eux, Staline faisait coup double: jeter en pâture aux foules les prétendus responsables de la situation, et en même temps se débarrasser de tous ceux (y compris appartenant à la bureaucratie) qui auraient pu contester son pouvoir.

Quant aux partis communistes, leurs directions devaient se soumettre à tous les tournants de la politique soviétique: sectarisme de la «Troisième période» au début des années 1930, tournant vers les fronts populaires, etc.

Durant la guerre d'Espagne (1936-1939), l'URSS apporta une assistance limitée au camp républicain mais usa dans le même temps de cette aide pour briser les potentialités révolutionnaires de la situation. Le pacte germano-soviétique de 1939 fut une nouvelle illustration du cynisme de Staline. L'invasion de l'URSS par les troupes allemandes en juin 1941 ouvrit une nouvelle étape.

APRÈS LA GUERRE

A la fin de la guerre, Staline conclut un accord de partage du monde avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne: les accords de Yalta. A chacun sa zone d'influence, donc. Une immense partie de l'Europe était désormais sous occupation soviétique. Ces pays étaient censés servir de zone tampon entre l'URSS et l'OTAN. C'est ainsi que l'Albanie, l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et la





Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie tombèrent dans l'escarcelle de Staline. Au total, les pays qui constituaient le bloc soviétique comprenaient 360 millions de personnes. Il s'agissait de mettre en place un glacis pour protéger l'URSS de tout risque de renversement de son régime par les Occidentaux. La bureaucratie voulait à tout prix éviter de se retrouver dans la situation de l'URSS des années 1920, qui avait dû s'épuiser dans sa lutte pour la survie.

Quant aux autres pays, les PC y étaient sommés de participer à des politiques d'union nationale même quand des potentialités révolutionnaires réelles y existaient comme en Grèce. Seule, en Europe, la direction yougoslave fut en état et eut la volonté de mener une politique indépendante.

DES ILLUSIONS DU DÉBUT... AUX DÉSILLUSIONS

A la fin de la guerre, il existait parmi les peuples un immense espoir de changement après cette guerre affreuse menée par les nazis. Et c'est avec un certain espoir qu'ils virent arriver les troupes soviétiques. Le combat du peuple soviétique, ses immenses sacrifices face à la machine de guerre nazie, forçaient le respect.

Les responsables communistes déclarèrent dans un premier temps que leur objectif n'était pas de transposer dans les pays de l'est européen le modèle soviétique, mais de créer un socialisme adapté aux besoins locaux. Le nombre d'adhérents aux partis communistes explosa. Et les premières mesures eurent le soutien des peuples : nationalisations et réformes agraires notamment, rendues nécessaires par la guerre. Dans un premier temps, des coalitions se formèrent entre les partis communistes et d'autres partis nationaux. Le contrôle de l'URSS s'effectuait au départ essentiellement par ses troupes d'occupation. Les premières équipes au pouvoir étaient formées de politiciens classiques. Puis la tension entre les deux camps, ce qu'on a appelé la guerre froide, poussa les deux protagonistes à s'immiscer de plus en plus dans les affaires des pays sous leur coupe.

L'URSS ne voulait pas que les pays de « sa » zone lui échappent et, pour ce faire, elle s'attaqua aux partis les plus susceptibles de se tourner vers l'Occident. Commença alors l'élimination systématique de ces partis, par tous les moyens, men-

songe, provocations, procès bidon. La fusion avec les partis communistes fut imposée aux partis sociaux-démocrates. Le parti unique s'imposa.

Pour leur part, les Etats Unis déployèrent une offensive vers l'Europe, avec le plan Marshall, destiné à aider les pays européens, rendus exsangues par la guerre, à se reconstruire. Ils firent en sorte que les communistes soient écartés des gouvernements et commencèrent à consolider un bloc occidental sous leur direction. Un plan et une manne financière qui tentait bien sûr les dirigeants des « Démocraties populaires ». C'est pourquoi la bureaucratie russe coupa les relations économiques entre les deux blocs. Il n'était pas question de relations économiques libres, qui pouvaient déboucher à terme à ce qui se passera bien plus tard : le glissement de ces pays vers l'Ouest. On instaura donc le monopole du commerce extérieur, et la nationalisation alla jusqu'à son terme.

Furent alors mis en place des régimes alignés sur les méthodes soviétiques. Des dizaines de milliers de personnes, dont des militants communistes, disparurent dans les prisons et les camps. Ces hommes avouaient des fautes souvent imaginaires et servaient de bouc émissaire aux échecs du régime. A leur place s'installèrent des carriéristes, obéissant aux dirigeants de la bureaucratie soviétique, qu'on appellera les « moscovites » (car bien souvent ils avaient passé la guerre à Moscou).

Les purges n'épargnaient pas les PC qui n'étaient pas au pouvoir : ainsi, en France, en furent notamment victimes des militants prestigieux comme André Marty (un des mutins de la flotte française de la mer Noire, qui s'était opposé à l'intervention contre l'URSS en 1918) et Charles Tillon (un des principaux dirigeants de la Résistance pendant la guerre).

L'INDUSTRIALISATION À MARCHÉ FORCÉE

On ne peut comprendre les mouvements polonais et hongrois sans se remémorer que l'URSS appliqua à son glacis les mêmes méthodes qu'en Russie, notamment en terme d'industrialisation à marche forcée. C'est pourquoi une classe ouvrière forte et concentrée se retrouvait dans ces pays, et c'est elle qui allait se soulever et insuffler à ces révoltes leur caractère éminemment ouvrier.

Afin de construire « un pays de fer et d'acier », selon les termes d'un responsable hongrois, l'industrie fut privilégiée au détriment des produits de consommation, ce qui explique la pénurie, les coupons de ravitaillement, les queues devant les magasins, le mécontentement de la population. A l'exception de la Tchécoslovaquie, ces pays, Pologne, Hongrie, Bulgarie, etc., étaient peu développés, essentiellement paysans après la Deuxième Guerre mondiale. L'industrialisation y a été effectuée sur le dos et avec la sueur des ouvriers. Ceux-ci étaient payés au rendement, avec l'obligation d'atteindre certaines normes.

DE LA MORT DE STALINE AU XX^e CONGRÈS

La mort de Staline, en mars 1953, provoqua une crise et une réorganisation du pouvoir au Kremlin, comme souvent après la disparition d'un dictateur ayant éliminé tous ses concurrents. Cette période ouvrit aussi les vannes à des rivalités au sein des PC dans le glacis. Les travailleurs, de leur côté, espéraient un changement dans leur situation à la fois économique et politique. Les événements en URSS ont facilité une certaine prise de conscience de la différence entre les discours et la réalité

L'exception de la Yougoslavie

Les partisans de Tito n'eurent quasiment pas besoin de l'aide de l'Armée rouge pour libérer leur pays de l'occupant nazi, ce qui eut pour effet de donner de la légitimité à Tito. Lequel refusa de se mettre sous la coupe de l'URSS. Staline se montra très indisposé de la popularité et de l'indépendance de Tito, y compris dans les pays limitrophes comme la Bulgarie ou l'Albanie. En juin 1948, le PC Yougoslave fut exclu du Kominform (organisation de liaison et de soumission des pays d'Europe de l'Est envers l'URSS). Cette rupture fut l'occasion de purges dans les partis communistes, de cadres dirigeants accusés de titisme, l'accusation qui suivait celle, précédente, de trotskysme. L'occasion de se débarrasser de rivaux potentiels des dirigeants en place, comme ce fut le cas en Hongrie par exemple avec l'élimination de Laszlo Rajk, ou celle de Gomulka en Pologne, ou encore, parmi d'autres, d'Artur London en 1951 en Tchécoslovaquie (le personnage principal du film *L'Aveu* de Costa Gavras).

vécue par des millions de personnes. «*Contraste entre ce que disent du socialisme les livres qui en constituent la loi et les prophètes – et Marx, Engels, Lénine sont de ceux-là – et la réalité quotidienne qui est ainsi baptisée*», comme l'a écrit Pierre Broué. Les médecins injustement condamnés en janvier 1953, parce qu'ils étaient juifs, furent réhabilités. Le 5 avril 1953, le ministère de l'intérieur annonça que l'arrestation des neuf médecins était «*illégale et sans fondement*» et que les aveux avaient été obtenus «*par des moyens strictement interdits par la loi*». Le 6 avril le journal officiel, la *Pravda*, rendait cette décision publique en annonçant que le complot des médecins n'avait jamais existé et que ces derniers étaient désormais réhabilités.

C'est dans ce contexte que s'est ouvert le XX^e congrès. La dénonciation de Staline ne signifiait pas la fin du système bureaucratique, mais son émancipation des mouvements d'humeur d'un dictateur et la fin des purges sanglantes. Ensuite, les langues se délièrent : en Pologne, en Hongrie, on dénonça la misère des travailleurs, les salaires minables, les persécutions policières quotidiennes et les privilèges des bureaucrates : hauts salaires, primes spéciales, magasins réservés, villas, voitures, soins médicaux et cures, toute-puissance de la police à leur service. La bureaucratie y était dénoncée comme la «*toute puissante couche des administrateurs politiques*» dans la presse d'opposition, comme le journal polonais *Po Prostu* (Tout simplement). «*Les communistes hongrois et polonais retrouvent l'accent et les analyses de Trotsky et de l'opposition de gauche, qu'ils ne connaissent pas, pour écrire que le stalinisme est l'antithèse du régime soviétique, avec lequel il cohabita et sur lequel il vécut en parasite.*»¹

TCHÉCOSLOVAQUIE, ALLEMAGNE DE L'EST : PREMIÈRES RÉVOLTES

Les premières révoltes vinrent tout d'abord des ouvriers des grands centres industriels de Tchécoslovaquie, à Plzen ou à Prague à la suite d'un plan d'austérité qui s'ajoutait à d'innombrables plans précédents. Le 1^{er} juin 1953, ils se mirent en grève, organisèrent des manifestations de rue, s'attaquèrent aux sièges du parti. L'armée allait calmer le jeu et rétablir l'ordre.

Puis vint le tour des ouvriers d'Allemagne de l'Est. En juillet 1952, le PC

est-allemand annonça une nouvelle période de «*construction accélérée du socialisme*», qu'il faut traduire par un plus grand effort des ouvriers, ainsi que des investissements plus importants dans l'industrie lourde. Il fallait accélérer la reconstruction d'après-guerre. Le 28 mai, il fut annoncé que 60% des ouvriers du site de construction de la Stalinallee (une très grande artère de Berlin) avaient «*volontairement*» augmenté leurs normes. Ainsi allait la propagande.

Les maçons de la Stalinallee furent les premiers à arrêter le travail. Le facteur déclenchant fut l'annonce de l'augmentation de 10% des normes de travail, ce qui revenait à baisser d'autant les salaires. Des milliers de travailleurs d'usine ou des transports firent grève le 16 juin 1953. Les manifestants convergèrent vers le siège du gouvernement aux cris de «*abaissement des normes, baisse des prix dans les magasins d'Etat*», ou encore «*pas de sanction pour fait de grève*». Et contre l'oppres-

sion subie depuis tant d'années sous des régimes successifs, ils revendiquèrent aussi le rétablissement d'élections libres. La grève gagna les grandes villes ouvrières comme Dresde ou Leipzig. C'était la première fois que dans un pays soi-disant gouverné par les travailleurs, des milliers d'ouvriers se révoltaient.

une nouvelle fois les normes de production, et avait dû reculer devant des grèves dans des centres industriels. En mai, quand le PC adopta le relèvement de 10% des cadences, la colère ouvrière gagna même les échelons inférieurs du parti. Le 16 juin, devant le siège du gouvernement, les revendications purement économiques prirent un caractère politique, car on réclama la démission des dirigeants et des élections libres. Le gouvernement, affolé, céda sur les normes, mais il était déjà trop tard. Le mouvement s'était élargi et avait dépassé la question des cadences de travail. Le lendemain, 17 juin, la grève fut générale à Berlin et dans toute l'Allemagne de l'Est. Dans les usines, les ouvriers s'organisaient en comités de grève et commençaient à brûler les portraits des dignitaires du régime.

C'est alors que les tanks russes apparurent dans les grandes villes. Les troupes soviétiques réagirent brutalement. L'état de siège fut proclamé. Il y



Bundesarchiv, B 145 Bild-F005101-0040
Foto: o. Ang. | 17. Juni 1953

17 juin 1953, les chars russes entrent dans Berlin-Est. DR.

eut plus de 40 morts, des centaines de blessés, 25 000 arrestations. C'était la première révolte ouvrière écrasée dans les «*Démocraties populaires*». Suivront les insurrections populaires et ouvrières de Pologne et de Hongrie. □

Ils n'en pouvaient plus des sacrifices demandés. Déjà, à la mi-avril 1953, le gouvernement avait cherché à relever

1 Tiré du journal «*Nowa Kultura*», cité dans Balázs Nagy et Jean-Jacques Marie, «*Pologne-Hongrie 1956 ou le printemps en octobre*», EDI, 1966 – recueil de textes de la révolution des conseils préfacé par Pierre Broué.

ENTRETIEN AVEC JEAN-JACQUES MARIE

Le rapport Khrouchtchev : contexte, raisons et conséquences

PROPOS RECUEILLIS PAR YANN CÉZARD

Février 1956 : Nikita Khrouchtchev lit au XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), à huis clos, un rapport fracassant sur « les crimes de Staline ». Rapidement connu, ce rapport fait l'effet d'une bombe. Jean-Jacques Marie, qui a publié en 2015 une nouvelle édition de ce texte, nous explique pourquoi.

Qu'est-ce que le rapport Khrouchtchev au XX^e congrès du PCUS ? Pourquoi provoque-t-il alors un « choc » dans les rangs des partis communistes du monde entier ?

C'est le texte d'un discours prononcé par Khrouchtchev dans une séance secrète à huis clos du XX^e congrès du PCUS, le 25 février 1956, après dix jours d'un congrès où il ne s'était rien passé de significatif. Le déroulement de cette journée fait sentir un événement inhabituel : le président annonce la lecture d'un rapport par le premier secrétaire du comité central, Khrouchtchev, interdit aux délégués de prendre des notes et indique que la lecture du rapport, qui dénonce le « culte de la personnalité » de Staline et plusieurs de ses crimes, ne sera suivie d'aucune question ni discussion. En revanche, Khrouchtchev fait distribuer aux délégués le texte du rapport et dix-huit textes, restés inédits en URSS, de Lénine dénonçant Staline, ce que l'on appelle le « testament de Lénine », dont sa lettre dénonçant le caractère chauvin de la politique de Staline en Géorgie, et celle proposant d'écarter ce dernier du poste de secrétaire général.

La lecture du rapport fait l'effet d'un choc sur les délégués, puis sur les cadres du PCUS auxquels il est lu, puis sur les militants des divers partis communistes qui en prennent connaissance par la presse bourgeoise, parce que la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie et la discipline de fer imposée aux partis communistes pour la faire appliquer se sont depuis près de vingt ans concentrés et focalisés dans un culte absolu, totalitaire... et totalement délirant de Staline. Ebranler ce culte, c'est ébranler tout le

système politique dont il est le couronnement.

Si nombre de délégués du congrès ont été secoués par la violence de la charge contre celui qu'ils avaient des années durant vénéré en tremblant comme le guide génial et infailible, l'appareil du parti, dans sa masse, comprend le message que Khrouchtchev lui délivre et digère plus ou moins bien le choc subi.

Il faut se rappeler qu'à la mort de Staline l'URSS connaît une crise très brutale, en particulier dans le domaine du ravitaillement. Elle est à nouveau au bord de la fa-

touchent à peu près rien : 20% au moins d'entre eux, selon Khrouchtchev, ne touchent pas un kopeck de toute l'année et survivent péniblement du produit de leur petit lopin de terre.

Partisan, comme la bureaucratie elle-même, d'interdire à la classe ouvrière d'Europe et d'ailleurs de transformer en 1945-46 une situation révolutionnaire en révolution, menaçante pour sa propre domination, Staline ne connaît qu'une façon de résister à l'énorme pression économique et militaire de l'impérialisme américain : ponctionner au maximum la



mine et la productivité du travail d'une classe ouvrière lasse de s'échiner pour être payée des nêfles est très basse. Ne parlons même pas de la paysannerie kolkhoziennne : l'Etat achetant les produits des kolkhozes à un prix inférieur à leur prix de revient, les paysans ne

classe ouvrière et la paysannerie soviétiques pour construire la bombe atomique – puis à hydrogène – salvatrice et équiper et ravitailler une armée soviétique de cinq millions d'hommes. Cette réalité crée une tension insupportable. Khrouchtchev, en lui jetant en pâture la

momie de Staline, veut offrir un dérivatif idéologique à une population déçue de la détérioration de ses conditions de vie et des innombrables promesses non tenues. Sous Staline, l'idéologie remplaçait peu ou prou le pain, le lait et la viande. Mais cette fois-ci, en en rendant beaucoup plus aigu encore le manque, le dérivatif idéologique va s'avérer explosif.

Que dit exactement Khrouchtchev dans ce rapport? Et qu'évite-t-il de dire?

Il dénonce la vague de répression déchaînée par Staline à partir de l'assassinat de Kirov, le premier secrétaire du PC de Leningrad, le 1^{er} décembre 1934, répression qui frappe certes tous les anciens opposants mais aussi les sommets et le cœur mêmes de l'appareil. Ainsi, Khrouchtchev souligne que la majorité des délégués du XVII^e congrès, dit «le congrès des vainqueurs», entièrement stalinien, ont été liquidés. En dénonçant la répression dont la bureaucratie elle-même a été la victime, Khrouchtchev lui donne une garantie précieuse.

En gros, il dit à tous les apparatchiks : ce que vous ou vos proches ont subi sous Staline, la peur au ventre d'être brusquement limogé et jeté en prison ou abattu, c'est fini. Vous pourrez profiter tranquillement, sans avoir rien à craindre, de tous vos privilèges, petits, moyens ou grands. Le temps de la terreur est passé. L'appareil a ainsi la garantie de sa stabili-

té et peut donc espérer jouir en paix des privilèges que son pouvoir lui garantit et que l'arbitraire de Staline menaçait. De 1953 à 1956, Khrouchtchev a fait fusiller une cinquantaine de cadres de la police politique, dont Beria – ce qui rassure la bureaucratie – et personne d'autre, puis ravalé cette police politique du rang de ministère à celui de simple «comité». Lorsqu'en 1957, en revanche, Khrouchtchev et ses alliés élimineront le groupe de Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Chepilov et quelques autres, les battus seront limogés, puis exclus du PCUS, envoyés sur des postes de second plan puis à la retraite et mourront tranquillement dans leur lit... à un âge par ailleurs très avancé. Le pire qui puisse dès lors arriver à un cadre de la bureaucratie qui ne s'engage pas dans une lutte politique ouverte contre la direction du PCUS (hypothèse très peu vraisemblable!), c'est d'être déplacé de Stavropol à Kalouga ou de Perm à Vladivostok, mais il reste en vie et garde ses appointements et tous ses privilèges!

Mais liquider la terreur pour l'appareil signifie aussi cesser de la pratiquer contre la masse de la population, car il n'y a pas de mur de béton entre les deux. Toute opposition politique même embryonnaire sera évidemment toujours persécutée, mais la terreur de masse appartient à un passé révolu. En revanche dès, que son pouvoir est menacé, la bureaucratie frappe avec violence, comme le vivront

les Hongrois en octobre 1956.

Khrouchtchev ne parle pas de la répression contre les anciens ou toujours réels opposants (trotskystes exterminés en 1937-38, boukhariniens, décistes, opposition ouvrière), ne dit pas un mot de la brutale législation anti-ouvrière, des lois scélérates de 1932 et 1947 qui envoient dans les camps des paysans, ouvriers ou employés coupables d'un petit larcin de pain, sucre ou lait pour nourrir leurs enfants, ne parle pas bien sûr de l'écrasement de toute démocratie politique, du parti unique, du syndicat unique. Comme il affirme que la politique de Staline a été bonne jusqu'en 1934, il ne dit pas un mot de la collectivisation forcée à coups de mitrailleuses, de la déportation de près de 400 000 familles paysannes condamnées à mourir de faim et de froid dans le grand nord, ni de la famine qui, grâce à sa politique aveugle, a ravagé l'Ukraine, le Kazakhstan et l'Altaï pendant l'hiver 1932-1934 et tué plus de quatre millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Est-ce une sorte d'exploit personnel héroïque de Khrouchtchev, comme il le prétendra plus tard, ou une décision collective de la direction du PCUS? Comment expliquer une telle initiative?

Oui dans ses Mémoires, largement mensongères comme la plupart des Mémoires, surtout celles des hommes politiques, Khrouchtchev présente comme



A lire!

Jean-Jacques Marie a écrit un grand nombre d'ouvrages sur l'histoire soviétique, des biographies plusieurs fois refondues et renouvelées, de *Lénine* (Balland, 2004), *Staline* (Fayard, 2001), *Trotsky* (Payot, 2006), des livres sur les diverses horreurs de la politique stalinienne (1953: *Les derniers complots de Staline*, Complexe, 1993, *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Complexe, 1996), ou encore sur *La Guerre civile russe* (Autrement, 2005) et sur *Cronstadt* (Fayard 2005).

A chaque fois, il a eu le souci d'enrichir et étayer des analyses marxistes précises, l'éclairage des dynamiques révolutionnaires, la dénonciation des crimes de la bureaucratie stalinienne, par un travail direct et permanent sur les sources, les témoignages et les archives. Et l'on sait combien l'histoire soviétique a pu être renouvelée par l'ouverture de nombreuses archives ces deux dernières décennies.

Il vient de publier, pour la première fois, une édition sérieuse en français du fameux «Rapport Khrouchtchev», intitulé en fait *Rapport sur le culte de la personnalité et ses conséquences, présenté au XX^e congrès du PCUS*. Jusque-là, on ne disposait que d'une traduction française problématique, d'une traduction américaine et d'une traduction polonaise reproduite et «fuitée» à la hâte par des dirigeants communistes polonais en 1956.

On découvre alors un discours bien plus vivant que ce pouvaient

nous faire croire nos vieux souvenirs de manuel scolaire, où Khrouchtchev tape comme un sourd, avec une certaine faconde, sur la tête du tyran défunt. Mais au passage, dans sa présentation, Jean-Jacques Marie balaye aussi un certain nombre de mythes qui traînent autour de ce rapport. Sa lecture ne fut pas applaudie à intervalles réguliers, mais les congressistes, les sommets de la bureaucratie soviétique, victimes à leur façon, mais aussi complices et bénéficiaires des grandes purges stalinienne, observèrent un silence de mort... Le rapport ne fut pas non plus un «exploit héroïque personnel» de Khrouchtchev, qui aurait tordu le bras des autres dirigeants, mais une décision majoritaire au sein de la direction du parti, qui était confrontée à une crise sociale majeure, pouvait s'effrayer d'être elle-même balayée par une révolte de la population, et voulait charger Staline pour se blanchir (et se libérer) elle-même.

Le dernier livre de Jean-Jacques Marie montre donc tout l'enjeu de ce rapport, à quel point il représente un tournant dans l'histoire de la bureaucratie soviétique. Surtout, il donne à voir une chose trop souvent occultée sous la chape de plomb de la dictature (et négligée par la paresse intellectuelle qui s'est souvent nichée sous le concept de «totalitarisme») : une société soviétique qui vivait, pensait, se révoltait à sa façon.



un exploit héroïque personnel la décision de prononcer ce rapport, écrit par ailleurs, pour l'essentiel, par une commission présidée par un terne bureaucrate du nom de Pospelov, ancien rédacteur en chef de la Pravda et l'un des six membres du collectif qui avait publié une biographie « abrégée » de Staline quelques années plus tôt.

Ce rapport est le produit d'une discussion lancée par Khrouchtchev au présidium du comité central (le nouveau nom du bureau politique depuis 1952), au cours de laquelle une nette majorité, malgré les réticences des ultra-staliniens Kaganovitch, Molotov et Vorochilov, se prononce pour la lecture du rapport. Molotov expliquera plus tard à un journaliste pourquoi lui et ses deux acolytes ne se sont pas battus contre : « sur le moment, si nous étions intervenus, personne ne nous aurait soutenus. Non, vraiment personne. » D'ailleurs, lors de la discussion au bureau politique, constate-t-il avec dépit, « la majorité a soutenu Khrouchtchev sans réserve [...] Khrouchtchev n'était pas seul. Ils étaient des centaines, des milliers parce que tout seul il

tuation était pré-révolutionnaire sans qu'existent pour les masses les moyens politiques de la transformer en révolution. Les grèves générales qui ont secoué le camp de Vorkouta en juin 1953 puis celui de Kenguir en juin 1954 (en durant un mois avec comité de grève élu, assemblée générale des grévistes régulières avant d'être violemment réprimée... après avoir obtenu satisfaction sur une bonne moitié des revendications des grévistes!) ont non seulement disloqué le goulag, elles ont aussi reflété dans cette forme concentrée de l'univers stalinien ce qui mûrissait, au-delà des barbelés, dans la société soviétique. Dans un discours tenu aux cadres du PCUS de Leningrad au milieu de 1954, Khrouchtchev leur expliquait d'ailleurs assez clairement qu'il fallait empêcher que les problèmes se règlent dans et par la rue!

Quels étaient leurs objectifs politiques? Sauver le pouvoir de la bureaucratie en enterrant une deuxième fois Staline?

C'est effectivement l'objectif. En présentant la bureaucratie comme la principale, voire la seule victime de la répression stalinienne, le rapport la blanchit, la dé-

logne. Ses adversaires ultra-staliniens, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, soutenus par Malenkov, dénonceront ces révolutions comme le sous-produit du rapport Khrouchtchev, ce qui est partiellement vrai, et tenteront de l'évincer en juin 1957. Mais l'appareil dirigeant juge plus important que tout la sécurité que lui promet Khrouchtchev en lui garantissant en même temps la perpétuation de son monopole politique, qui lui permet de ponctionner à son profit les richesses produites par les ouvriers et les paysans.

Les dirigeants communistes polonais font « fuiter » le rapport, le hongrois Rakosi, lui, est furieux, Thorez voulait garder le secret, pourquoi ces diverses réactions?

La Pologne est secouée par la montée d'une vague révolutionnaire qui s'exprime entre autres dans les grèves de Poznan en juin 1956 et ébranle l'appareil qui est à deux doigts de se disloquer. Dans cette situation, le premier secrétaire de Varsovie, Staszewski, qui a passé huit ans au goulag, décide de diffuser le texte en polonais. Rakosi, qui sent que la protestation sociale et bientôt politique monte en Hongrie, craint que ce rapport



Khrouchtchev et Staline en 1936. DR.

n'aurait rien pu faire. Simplement, il a joué sur l'état d'esprit du peuple, il répondait à cet état d'esprit [...] Tout le monde souhaitait un répit, une baisse de tension.»

A sa manière, Molotov reconnaît que l'URSS était confrontée à une gigantesque crise sociale et politique et que la masse de la population ne voulait plus continuer comme avant, donc que la si-

douane et fait reposer sur le seul Staline toute sa politique anti-ouvrière et anti-paysanne. Et en promettant que cette période est bien finie, qu'elle ne se répétera pas, bien entendu il la rassure. C'est pourquoi l'appareil défendra Khrouchtchev quelques mois plus tard, après la révolution écrasée de Hongrie et la révolution avortée ou confisquée de Po-

ne l'accélère, ce qui est d'ailleurs vrai, bien qu'il ne soit pas destiné à cela. Thorez, lui, a répercuté en France de façon hystérique le culte de Staline comme élément de normalisation et de caporalisation du PCF et développé à son image un culte de Thorez, reproduction grotesque et plutôt minable de celui du petit père des peuples. Donc il

ne veut pas entendre parler du rapport.

Ainsi le rapport Khrouchtchev aura finalement des conséquences politiques qui échapperont à son auteur? En Union soviétique...

Oui, la lecture du rapport aux membres du PCUS, du Komsomol et aux sans-parti méritants (sic) provoque des questions qui vont loin et favorise non seulement une discussion mais en prime une ébullition politique. Cette ébullition se traduit par l'éclosion de petits groupes oppositionnels et de critiques politiques qui s'expriment jusque dans l'Académie des sciences sociales près le comité central, ou par la bouche de l'écrivain Paoustovski dénonçant devant les écrivains de Moscou la bureaucratie comme une « nouvelle caste de petits bourgeois, une nouvelle couche de carnassiers et de possédants qui n'a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime, ni avec le socialisme. »

Et bien entendu il y a aussi les crises politiques majeures dans le « glaciais » de l'Europe orientale, en Pologne, en Hongrie...

En renversant le buste de Staline et en avançant quelques raisons, même si celles-ci sont très partielles et très orientées, le rapport favorise involontairement une discussion politique. Celle-ci, en se greffant sur un mécontentement social aigu de la classe ouvrière, de la paysannerie et de l'intelligentsia, aggravé par l'oppression nationale dont sont victimes les pays dits par antiphrase de « démocratie populaire », surtout en Pologne et en Hongrie, contribue à transformer ce mécontentement en explosion révolutionnaire. Il est comme une étincelle jetée involontairement ou par erreur dans un baril de poudre.

L'année 1956 commence par la dénonciation des crimes de Staline, et s'achève par l'écrasement de la révolution hongroise par les chars soviétiques. Finalement, qu'est-ce qui aura vraiment changé durablement dans le stalinisme sans Staline?

Tout le monde parle de « choc », de « séisme » ou d' « ouragan », pour évoquer les effets du rapport Khrouchtchev. En voulant desserrer l'étau de la crise qui ravageait l'URSS en 1953 à la mort de Staline, Khrouchtchev a fissuré le

socle sur lequel le pouvoir de la bureaucratie repose. Ce pouvoir exige un monolithisme absolu parce qu'il est illégitime, il est le produit d'une expropriation politique de la classe ouvrière et des couches les plus pauvres de la paysannerie qui ont gagné la guerre civile en 1918-1921 mais sont sorties de cette victoire épuisées, affamées dans un pays détruit, ruiné, et trop faibles pour maintenir leur pouvoir.

La pression de plus en plus forte de l'impérialisme, surtout après 1945 lorsque les Etats-Unis brandissent la menace de la bombe atomique contre l'URSS, saignée à blanc par une guerre qui a fait 27 millions de morts soviétiques, et donc de la destruction possible de cette dernière, a renforcé encore ce pouvoir. Le rapport Khrouchtchev l'ébranle en tentant d'assouplir les conditions de sa domination. Mais, représentant suprême de la bureaucratie, il ne peut évidemment aller plus loin que cette garantie de sa perpétuation et de sa sécurité. En 1964, la bureaucratie se débarrasse de Khrouchtchev non pas à cause de son rapport de 1956, comme le répètent à l'envi les médias, mais parce que sa politique aventuriste, exprimée par exemple dans la crise des fusées à Cuba, et sa politique économique qui débouche en 1961 sur les manifestations ouvrières de Novotcherkassk contre la hausse des prix (réprimées dans le sang), menace sa tranquillité.

Or la sécurité que ce rapport offre à la bureaucratie va contribuer à développer à grande vitesse chez cette dernière les aspirations à transformer en possession et en propriété son contrôle et son pillage de la propriété d'Etat, que Trotsky avait remarquablement définis dans La Révolution trahie en 1936. Ces aspirations organiques, qui rendaient impossible toute perspective de voir, comme le pensait Michel Pablo, la bureaucratie évoluer à gauche, vont se développer à grande vitesse: Staline s'acharnait à liquider les clans qui tendaient à se constituer au sein de la bureaucratie autour d'un dirigeant régional et risquaient ainsi de menacer son pouvoir absolu. Ainsi, en 1948-1949, il liquide le clan de Leningrad constitué autour de Jdanov, mort en août 1948. A sa manière barbare, Staline défendait ainsi la propriété d'Etat contre la tendance de ces clans à constituer des réseaux économiques parallèles.

En même temps, la misère dans laquelle vivaient les masses rongeaient ou minait

les bases mêmes de la propriété d'Etat. Pour un ouvrier ou un paysan harassé, plus ou moins affamé et logé comme du bétail, la propriété d'Etat pouvait n'apparaître et tendait à n'apparaître que comme une forme juridique plus ou moins vide de contenu. Le rapport Khrouchtchev est précédé et surtout suivi de concessions de la bureaucratie à ces masses laborieuses (hausse modeste mais plus ou moins régulière du niveau de vie, programme massif de construction de logements sociaux, etc.) qui freinent cette érosion.

En revanche, la sécurité promise – et garantie! – à la bureaucratie a un effet destructeur à plus ou moins court terme. Les mafias qui se constituent au cœur même de la bureaucratie commencent à apparaître sous Khrouchtchev, qui croit les combattre en décrétant la peine de mort pour « délits économiques » en 1961. Elles vont s'épanouir sous Brejnev. Ainsi, le premier secrétaire du PC ouzbek, Rachidov rafle et trafique le coton de l'Ouzbékistan; la propre fille de Brejnev, Galina, se livre au trafic de diamants; une mafia du caviar exporte à l'Ouest du caviar présenté comme du hareng et se partage avec ses amis occidentaux la différence de prix entre les deux marchandises...Etc.

Ces mafias politico-économiques qui veulent pérenniser leur pillage en transformant leur possession en propriété, explosent sous Gorbatchev. Ce dernier va leur donner forme juridique par la perestroïka au nom de « l'intégration socialiste (?) dans l'économie de marché ». C'est ainsi que commence, par exemple, la carrière de l'oligarque Khodorkovski. Cela vaudra à Gorbatchev une grande popularité auprès des patrons des multinationales, des gouvernements, du FMI, de l'OCDE, de la Banque mondiale et des médias des pays capitalistes, jusqu'à la chute de l'URSS et au démantèlement accéléré de la propriété d'Etat. Après quoi ses anciens laudateurs le laisseront tomber dans l'oubli, une fois ce travail effectué et le relais assuré par l'ancien membre du bureau politique Boris Eltsine, qui s'acharnera huit ans durant à détruire l'héritage économique et social de l'Union soviétique. □

Hongrie : la déstalinisation ouvre la voie au mouvement populaire

PAR TAMAS KRAUSZ ET HENRI WILNO

La Hongrie a connu en 1956 une révolte populaire d'une importance capitale, non seulement pour ce pays et ceux de l'Est européen, alors réunis dans le « glacis » contrôlé par l'Union soviétique, mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier.¹

Dans le système « socialiste d'Etat », 1956 était toujours nommé « contre-révolution », et son histoire réelle étouffée et déformée. La première loi votée en 1990 par le parlement du système capitaliste nouveau-né (en 1989) a rendu obligatoire l'appellation de « révolution » et de « lutte de libération ». Mais la nouvelle histoire officielle dissimule le fait que les travailleurs révoltés, les étudiants et les conseils d'ouvriers souhaitaient la réalisation d'un système socialiste autogéré, dont certains éléments étaient historiquement présents partout en Europe de l'Est.

La déstalinisation du système bureaucratique a en fait commencé en juin 1953 : les principaux dirigeants communistes dont Rakosi (secrétaire général du parti et premier ministre) sont convoqués à Moscou. Les dirigeants soviétiques jugent, d'après les informations qu'ils reçoivent directement de Hongrie, que la situation est critique. Ils imposent comme nouveau premier ministre un homme alors écarté du premier cercle du pouvoir, Imre Nagy, mais Rakosi reste secrétaire du parti. A partir de ce moment, la direction hongroise commence à osciller alors que se développent les prémisses d'un mouvement « d'en bas », d'abord parmi les intellectuels.

En mars 1955, Rakosi réussit à se débarrasser de Nagy. Cependant le XX^e congrès du PC soviétique marque une nouvelle étape, qui va aboutir au départ de forcé de Rakosi en juillet 1956, mais surtout à l'ébranlement de l'ensemble de la structure du PC (alors dénommé Parti des travailleurs de Hongrie, PTH) et à la montée du mouvement populaire.

« INDÉPENDANCE, LIBERTÉ, NAGY AU POUVOIR »

Le 23 octobre, une foule énorme se rassemble à Budapest, en chantant l'Internationale et en reprenant le slogan « In-

dépendance, liberté, Nagy au pouvoir ». De jeunes ouvriers déboulonnent l'immense statue de Staline. Un cortège se forme, grossi par les ouvriers sortant des usines. Les dirigeants du parti, paniqués, lancent un appel aux troupes soviétiques. Des combats commencent (une partie de l'armée hongroise se rallie aux insurgés) avec les unités de l'AVH (police politique) et un mot d'ordre de grève générale est lancé le 24 octobre. Puis les dirigeants du PC décident de rappeler Nagy, unique dirigeant ayant la confiance populaire. Des dirigeants soviétiques arrivent à Budapest et portent à la tête du PC Janos Kadar, sorti de prison trois mois auparavant (stalinien fidèle, il avait été victime de la répression sous Rakosi).

A partir du 24 octobre, des comités révolutionnaires et des conseils ouvriers commencent à se former dans l'ensemble du pays. Surtout en province, ils prennent parfois en main l'administration locale. Nagy veut ramener le calme et rassurer les Soviétiques sans réprimer le mouvement populaire. Les troupes soviétiques évacuent Budapest : il est prévu que les résistants déposent leurs armes, mais beaucoup refusent. Comités et conseils se généralisent dans le pays. Georg Lukacs, théoricien marxiste majeur, devint membre du gouvernement de Imre Nagy. Il a désigné les événements, de façon conséquente, comme une « révolte ». Il a signalé que l'histoire des deux semaines essentielles de 1956 (du 23 octobre jusqu'au retour des troupes soviétiques, le 4 novembre) a permis l'émergence des forces sociales très variées. Les acteurs principaux, au sens de l'histoire sociale, étaient la couche des étudiants et surtout la jeunesse ouvrière, très présente dans les groupes armés.

Parmi les acteurs du mouvement se trouvaient aussi des éléments hérités de l'époque de Horthy (le dictateur d'ex-

trême droite, « régent de Hongrie » de 1920 à 1944) et incarnés par le cardinal Mindszenty (dignitaire le plus élevé de l'Eglise hongroise). Dans la nouvelle atmosphère de liberté, toutes les opinions pouvaient s'exprimer, jusqu'à l'extrême droite. Cette dernière s'est manifestée de façon flagrante le 30 octobre sur la place Koztarsasag (place de la République). Le siège du Comité de Budapest du PTH y fut attaqué, les assiégés se rendirent mais furent massacrés, avec notamment parmi eux Imre Mezo, soutien de Nagy. Les trajectoires de Nagy et de Kadar allaient se séparer. Nagy cède au foisonnement des exigences populaires tout en appelant à la reprise du travail. Le multipartisme est instauré, la Hongrie proclame sa neutralité, mais l'attachement au socialisme demeure majoritaire même si des éléments anticommunistes s'agitent. Kadar va, lui, se faire l'instrument des Soviétiques dont les troupes entrent à nouveau en Hongrie le 2 novembre et à Budapest le 4. La direction soviétique avec Khrouchtchev a en effet décidé d'agir pour éradiquer le « mauvais exemple » hongrois, d'autant que le contexte international lui est favorable avec l'intervention d'Israël, de la France et du Royaume-Uni contre la décision égyptienne de nationaliser le canal de Suez.

La résistance armée dans certains quartiers industriels du Grand Budapest durera jusqu'au 11 novembre. Le nombre des morts est estimé à 2500 ou 3000. Pour Budapest seulement, 13 000 blessés ont été soignés, dont plus de 80 % étaient des ouvriers. Après l'écrasement de l'insurrection, les conseils ouvriers maintinrent une résistance active jusqu'à la mi-décembre. □

¹ Tamas Krausz est un historien hongrois, professeur à l'université de Budapest. Son texte – qui a servi de base à cet article – a été traduit par Gyozo Lugosi.

Les conseils ouvriers hongrois de 1956

PAR TAMAS KRAUSZ

En octobre 1956, la Hongrie a vu se former dans les localités et les usines de nombreux comités révolutionnaires et conseils ouvriers. Les travailleurs hongrois renouaient ainsi avec les tendances à la gestion directe des usines et de la société qui s'étaient manifestées lors de la révolution des conseils de 1918-1919, puis en 1944-1945 dans le contexte de la fin de la guerre (texte traduit de l'anglais par Henri Wilno).¹

Le développement des conseils ouvriers en 1956 ne peut être compris que replacé dans l'histoire de la classe ouvrière hongroise. La contre-révolution et le régime chrétien-national de Horthy ont criminalisé les conseils de travailleurs de 1918-1919, interdit le parti communiste et rejeté, au nom de la pro-

(Horthy restant au pouvoir jusqu'en 1944), la classe ouvrière industrielle, notamment les ouvriers qualifiés qui constituaient l'épine dorsale d'un mouvement ouvrier organisé d'environ une centaine de milliers de membres, était demeurée fidèle à la social-démocratie (restée légitime). Mais, simultanément, avec l'arri-

classe ouvrière.

Différentes formes d'auto-organisation apparurent spontanément, ce qui montrait l'existence de forces de renouveau dans la société. La destruction de la machine de guerre nazie et le renversement de l'extrême droite par les troupes soviétiques donnèrent un espace à la gauche hongroise et aux faibles forces bourgeoises antifascistes. Dans le même temps, le parti communiste, soutenu par l'URSS, dénigrait les traditions du mouvement ouvrier hongrois et s'alignait de façon mécanique sur le modèle soviétique. Et cela s'accrut à partir de l'été 1947 avec la guerre froide.²

L'industrialisation à marche forcée dans le cadre du « socialisme d'Etat » sur le modèle soviétique entraîna la formation d'un nouveau et important prolétariat industriel, supposé être la base de classe du socialisme et la nouvelle classe dirigeante selon l'idéologie du nouveau système. En fait, cette « classe dirigeante » de « l'Etat de la classe ouvrière » a supporté tous les coûts de l'industrialisation.

Après 1953, la « déstalinisation » engagée de mauvais cœur par la direction du PC hongrois libéra toutes les forces de la colère et de l'indignation. En 1956, l'esprit révolutionnaire jaillit avec force.



Budapest, octobre 1956 : Staline décapité. DR.

priété privée, toutes les formes de propriétés communes. L'idéologie officielle chrétienne-nationale plaçait les revendications territoriales [sur les territoires perdus par la Hongrie à l'issue de la Première Guerre mondiale, NdTr] au centre de la politique nationale. C'est sur cette base que, plus tard, se constitua l'alliance avec l'Allemagne nazie durant la Deuxième Guerre mondiale.

En dépit de ce long lavage de cerveau

vée au pouvoir des nazis en Allemagne, leur équivalent hongrois et les idéologies racistes et antisémites s'implantèrent parmi les chômeurs et les couches périphériques de la classe ouvrière. A la fin de la guerre, la propagande anti-guerre sociale-démocrate et communiste trouva un écho dans les masses ouvrières et, en 1945, les idées marxistes et socialistes imprégnaient la conscience de la couche politisée (mais relativement mince) de la

LES RACINES DES CONSEILS OUVRIERS

Comme dans les expériences antérieures (en Russie en 1905 et 1917, en Hongrie en 1918-1919), deux circonstances inséparables l'une de l'autre expliquent les conseils ouvriers hongrois de 1956 : la crise politique généralisée et la recherche





d'une alternative nouvelle. Il s'agissait de détruire l'ancien système politique par une grève générale et de redémarrer et réorganiser la production sur une nouvelle base. La volonté de réorganisation de la production et de contrôle ouvrier s'apparente à la vieille idée de communautés de travail et à quelques caractéristiques de l'anarchisme révolutionnaire. Alors que les conseils ouvriers précédents se rebellaient contre le capitalisme, ceux de 1956 voulaient à la fois «socialiser» le socialisme d'Etat et s'opposer à une restauration capitaliste. A l'origine du développement des conseils, il y avait non seulement l'oppression politique et économique, le bas niveau de vie et la violation des droits humains élémentaires, mais aussi l'incapacité des groupes rivaux de l'élite du PC à adopter au moins le «modèle polonais» comme solution de la crise politique: en fait, la direction du parti avait éclaté en fractions en lutte les unes contre les autres, tandis que les troupes soviétiques étaient menaçantes. L'influence la plus directe sur les conseils ouvriers hongrois fut le cas yougoslave, car c'était la seule expérience contemporaine de conseils et aussi parce que la Yougoslavie pouvait être utilisée comme référence. Pour les «communistes réformateurs», les conseils ouvriers étaient porteurs d'espoir car ils montraient que les aspirations des ouvriers à gérer leurs propres affaires avaient survécu dans le cadre du système bureaucratique. La courte histoire des conseils ouvriers hongrois montre que le socialisme autogestionnaire avait des racines dans la conscience de secteurs de la classe ouvrière.

La Yougoslavie s'était libérée elle-même pratiquement sans aide soviétique et avait pu choisir sa voie; la Hongrie, par contre, avait hérité de la variante stalinienne de socialisme d'Etat qui n'avait pas de racines dans le contexte hongrois. En dépit de cela, les forces réactionnaires associées en 1956 au cardinal Mindszenty n'osèrent pas déclarer clairement leurs objectifs antisocialistes et avancèrent des idées confuses sur une économie mixte.

UNE VOLONTÉ DE CONTRÔLER L'ETAT ET LA PRODUCTION

L'héritage le plus important des conseils de 1956 est leur aspiration à un contrôle direct des travailleurs sur l'Etat et la pro-

duction, organisé par en bas. Formé le 31 octobre, le «parlement» des conseils ouvriers regroupait des représentants de 24 grandes entreprises, les alliances paysannes de cinq comtés (équivalents des départements français, NdTr) et quelques conseils de travailleurs intellectuels. Il produisit un document détaillé sur les droits et les principes de fonctionnement des conseils qui stipulait:

«1. Les usines appartiennent aux travailleurs. Les travailleurs versent un impôt et une part déterminée des bénéfices à l'Etat en fonction de la production de l'entreprise.

2. L'organe supérieur de gestion est le conseil des travailleurs élu démocratiquement par les travailleurs.

3. Le conseil des travailleurs élit un comité de gestion de trois à huit membres qui est l'organe permanent du conseil des travailleurs. Ce comité a aussi en charge d'autres tâches à déterminer.

4. Le directeur est un employé de l'usine. Le directeur et d'autres salariés qui occupent des postes de responsabilité sont élus par le

8. Le conseil des travailleurs doit approuver les comptes et il décide de l'utilisation des bénéfices restés à la disposition de l'entreprise.

9. Le conseil des travailleurs est en charge de la protection sociale des salariés de l'entreprise».

Dans les premiers temps, l'activité politique des conseils a été surtout locale (en dehors de demandes politiques générales: retrait des troupes soviétiques, indépendance nationale, élections démocratiques). Cette activité s'élargit avec l'offensive des troupes soviétiques, le 4 novembre. A l'intérieur des conseils, se renforça l'orientation qui envisageait un système combinant autogestion ouvrière et démocratie multipartite, avec des garanties constitutionnelles protégeant les bases du socialisme contre une restauration capitaliste.

Le secrétaire d'Etat du gouvernement d'Imre Nagy, Istvan Bibó (un intellectuel renommé), reprit ce schéma le 6 novembre. Le Conseil ouvrier du grand Bu-



Budapest, novembre 1956: des insurgés sur un char russe capturé. DR.

conseil des travailleurs. Le comité de gestion doit susciter des candidatures à ces postes.

5. Le directeur est responsable devant le conseil des travailleurs.

6. Le conseil ouvrier exerce directement les pouvoirs suivants: approbation des plans de l'entreprise, détermination du fonds des salaires et de son utilisation, détermination de tous les contrats et transferts avec l'étranger, décision sur toutes opérations de crédit.

7. En cas de conflit, le conseil des travailleurs décide du début et de la fin de l'emploi de tous les salariés.

dapest, formé le 14 novembre, fit de même. Selon son document, après le retrait des troupes russes [revenues dans Budapest le 4 novembre, NdTr], «l'ordre social en Hongrie sera basé sur l'interdiction de l'exploitation (le socialisme), ce qui signifie concrètement la préservation de la réforme agraire de 1945 [qui limitait la taille des exploitations], le maintien de la nationalisation des mines, des banques et de l'industrie lourde, la propriété sociale des usines existantes basée sur l'autogestion ouvrière, l'actionnariat ouvrier ou le partage

des profits, la possibilité de création d'entreprises privées ou de coopératives avec des garanties quant à la prohibition de l'exploitation». L'objectif était que ce document soit ratifié par une assemblée constituante, dans laquelle les conseils auraient joué un rôle décisif.

Les syndicats, qui soutenaient le gouvernement Kadar [il s'agit ici des directions syndicales, NdTr] formé avec le soutien direct des Soviétiques, transmirent une proposition analogue au prétendu «gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan», dans laquelle ils recommandaient la création d'un parlement bicaméral comprenant, à côté d'une assemblée classique, un Conseil des producteurs émanant des communautés de travail. Sa tâche essentielle serait «le contrôle de la production et de la distribution. Ainsi, les producteurs directs pourraient déterminer comment l'Etat utiliserait ses revenus et comment les ressources seraient allouées. Sur les questions politiques, le Conseil des producteurs devrait avoir des droits étendus



de proposition à la Chambre des représentants».

Après le 4 novembre, Kadar continua à négocier avec les représentants des conseils ouvriers pendant des semaines, et pas seulement pour des raisons tactiques. Divers documents de l'époque montrent en effet, de la part du pouvoir, une volonté d'intégration des conseils dans un système rénové de gestion. Des fonctions assez importantes leur auraient été dévolues en matière de production. Moscou avait autorisé ces négociations.

Sous cet angle, l'évolution des négociations entre le gouvernement Kadar et le conseil ouvrier de la plus grande entreprise du pays (30 500 personnes travaillaient dans les 18 usines de l'entreprise métallurgique de Csepel) est particulièrement éclairante. Bien que les conseils de cette entreprise (c'est-à-dire le réseau des conseils ouvriers de toutes les usines, qui comprenait environ 700 membres, tous volontaires et non rémunérés pour ce rôle) aient déclaré qu'ils ne reconnaissaient pas le gouvernement Kadar et souhaitaient le retour de Nagy au poste de premier ministre, ils insistèrent comme base de négociation sur le fait que le gouvernement annonce dans les journaux et à la radio qu'il avait l'intention de se baser sur les conseils ouvriers et de confirmer leurs droits. Cette exigence fut satisfaite sur le papier dans un décret publié le 14 novembre. Ce texte donnait des droits étendus aux conseils dans la vie des entreprises.

LA CHUTE

Pour reprendre les mots d'un des représentants du conseil ouvrier de Csepel, il y avait une situation de «double pouvoir». Mais, naturellement, cela ne pouvait durer. Le 22 novembre, un décret du présidium des conseils ouvriers leur donnait une large autorité dans la coordination entre la planification centrale et les plans locaux et dans la gestion des entreprises. Sur ce point, le gouvernement était prêt à un compromis avec les conseils. Mais, en fait, les questions essentielles ne trouvèrent leurs réponses que sur le terrain politique.

Ni le conseil ouvrier du Grand Budapest, ni les conseils ouvriers en général n'acceptèrent les tentatives gouvernementales de compromis qui cantonnaient les institutions ouvrières à la gestion économique. Janos Kadar déclara ainsi que les conseils ouvriers devaient gérer les entreprises mais en aucun cas se mêler de politique. La consolidation du pouvoir de Kadar diminua progressivement le rôle des conseils, coincés entre les ministères et les cadres d'entreprise (eux aussi soumis aux ministères).

Le conseil ouvrier du Grand Budapest, pour assurer son autorité, organisa des grèves considérées comme intolérables par le gouvernement Kadar (et les dirigeants soviétiques derrière lui). Le PC, réorganisé sous le nom de Parti socialiste des travailleurs de Hongrie, se renforça graduellement dans les entreprises. Le 9 décembre, le gouvernement interdit les

conseils ouvriers régionaux et leurs dirigeants furent arrêtés. Le 11 décembre, Sandor Racz, le dirigeant du conseil ouvrier central fut arrêté et le gouvernement, en réponse aux grèves et manifestations, renforça la répression.

Le rapport de force entraîna une situation d'affrontement à l'issue de laquelle disparurent de l'horizon tant une nouvelle organisation du pouvoir qu'un socialisme avec pluralité des partis. Jusqu'au dernier jour, les conseils ouvriers continuèrent cependant d'affirmer, tant face au gouvernement qu'à ceux qui aspiraient à une restauration de la bourgeoisie, que «les usines et la terre appartiennent au peuple et nous ne les rendrons jamais à personne». La logique des luttes pour le pouvoir (et le refus des Soviétiques de tolérer une «seconde Yougoslavie») conduisit à la restauration du «socialisme d'Etat» et du système de parti unique, et anéantirent les aspirations spontanées à mettre en pratique de nouvelles formes de socialisme et même à laisser aux conseils ouvriers hongrois le rôle pourtant restreint de leurs homologues yougoslaves.

L'expérience hongroise montre que les conseils ouvriers étaient capables de gérer la production et de commencer à construire un système socialiste autogestionnaire. Les expériences locales ne pouvaient cependant survivre longtemps dans le contexte politique de l'époque. Il convient de souligner que le contre-pouvoir représenté par les conseils ouvriers a été rejeté aussi bien par le système de parti unique que par le système pluripartiste restauré à la fin des années 1980. Les élites au pouvoir qui ont célébré le 50^e anniversaire du soulèvement d'octobre [en 2006, NdTr] ont refusé de prendre en compte l'héritage des conseils et ont ainsi falsifié l'aspect réellement socialiste de ce qui s'est passé en 1956. □

1 Ce texte est initialement paru en 2014 en Hongrie. Certains développements ainsi que les notes n'ont pas été reproduits. Les intertitres sont de la rédaction de l'Anticapitaliste.

2 Le parti communiste était minoritaire (il obtint 17% des voix aux élections de 1945 et, bien qu'arrivé en tête, 22% à celles de 1947) mais pouvait compter sur le soutien des Soviétiques, qui firent comprendre aux autres partis qu'il était hors de question de gouverner sans les communistes. Pour assoir son pouvoir, le PC appliqua ce que son chef Rakosi dénomma «tactique du salami»: formuler des exigences d'abord limitées, puis de plus en plus importantes. Fin 1948, le PC contrôlait totalement l'Etat: les partis de la bourgeoisie et de la paysannerie avaient disparu, le parti social-démocrate était contraint de fusionner avec le PC et les groupes communistes dissidents étaient mis au pas (note de l'Anticapitaliste).

Pologne 1956-1957: la révolution interrompue

PAR JAN MALEWSKI

L'année 1956 vit un soulèvement ouvrier en Pologne, d'abord à Poznan en juin, puis à Varsovie en octobre. Alors que des conseils ouvriers se constituaient un peu partout, les Soviétiques firent le choix de composer avec les dirigeants locaux en appelant au pouvoir un ancien secrétaire général du parti, Gomulka, populaire car proscrit pendant quelques années. Il réussit à désamorcer le mouvement de contestation.

Ce qui a été le début d'une révolution antistalinienne en Pologne en 1956 a mis en avant trois aspects: la question sociale, qui est celle d'une société sans classes, égalitaire, capable d'assurer les besoins matériels et culturels de la population; le problème national, celui de la souveraineté du pays, de la garantie d'échanges internationaux équilibrés; et l'aspect démocratique, qui concernait tant la démocratie dans «le parti» que la gestion de la production et les choix de développement économique.

A ces trois questions profondément entremêlées, une nouvelle gauche antistalinienne a commencé à formuler une réponse, celle de l'autogestion, c'est-à-dire des conseils ouvriers (ou des travailleurs) dans les entreprises et de leur coordination.

CONSÉQUENCES DE LA DÉSTALINISATION

Après la mort de Staline et la liquidation de Beria en URSS, les réseaux est-européens de la police politique, dirigés jusque-là par Beria, commencent à être repris en main. Craignant pour son avenir, le colonel Jozef Swiatlo¹ passe à l'ouest et commence à raconter sur RFE (Radio Free Europe) la terreur stalinienne dont il était un des artisans². Sa fuite et ses aveux radiodiffusés imposent alors une réorganisation du système de la police politique en Pologne, tout en ayant un grand impact dans la population. Le climat de terreur commence à se fissurer.

Au sein du parti dominant, le Parti ou-

vrier unifié polonais (POUP), les divisions apparues dans l'appareil avaient permis que s'expriment les premières dissidences, remettant en cause tant la répression stalinienne³ que la politique de gabegie économique. Par exemple, en 1955 dans l'usine automobile FSO-Zeran, à Varsovie, Lechoslaw Gozdzik, un militant de base de 24 ans, est élu secrétaire du comité du POUP de l'entreprise – un poste réservé à la nomenklatura – contre le candidat officiel. Le nouveau rédacteur en chef de l'hebdomadaire de jeunesse, *Po Prostu* (Tout simplement), commence à publier des articles critiques et des analyses de la situation. Un courant de gauche antistalinien naît dans le parti.

Le premier secrétaire du parti, Boleslaw Bierut, tombé malade après le rapport Khrouchtchev du XX^e Congrès du PCUS, est mort à Moscou le 12 mars 1956. La lutte pour sa succession fait apparaître au sommet deux fractions, conservatrice et réformatrice. C'est dans ce cadre qu'est prise la décision de diffuser le rapport Khrouchtchev dans le parti, ouvrant la porte aux débats.

Gozdzik raconte: «*En avril, nous avons eu une conférence des activistes de Varsovie (...) J'ai parlé de l'atmosphère dans l'organisation, ce que les gens disent, à propos des relations polono-soviétiques, comment nous voyons ça, la question de la souveraineté de la Pologne (...) J'ai été pris à partie: qu'est ce qu'il raconte, contre-révolution, après un tel discours il n'est bon qu'à être transformé en fourrage (...) Et Ochab⁴ a pris la parole, il a dit que c'est la voix du peuple, que ce que le camarade Gozdzik dit, il le dit*

au nom du peuple, de la classe ouvrière, car il en est, il l'écoute et ce qu'il nous a présenté, nous devons le prendre en compte (...) Après cette conférence j'ai fait une réunion ouverte (...) Les gens s'emparaient de chaque mot, de chaque texte que nous présentions, les masses s'étaient engagées.»⁵

Un réseau horizontal, regroupant les comités du parti de plusieurs grandes entreprises, des intellectuels, des étudiants, la rédaction de *Po Prostu*, tissant des liens en province, surgit. Il soutient les réformateurs de l'appareil, mais agit aussi sans leur accord.

GRÈVE ET INSURRECTION À POZNAŃ

Le 28 juin 1956, les 10 000 travailleurs de la principale grande entreprise de Poznan se mettent en grève et manifestent, alors qu'une foire internationale se tient dans la ville. Ils revendiquent depuis plusieurs mois une hausse des salaires ainsi que l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Un groupe de dirigeants ouvriers se forme et prend contact avec les autres entreprises. La mise en marche de la sirène de l'entreprise est le signal de ralliement à la manifestation. Il y a entre 30 000 et 50 000 protestataires. A côté des revendications matérielles, des slogans politiques sont scandés: «*A bas l'exploitation du travail, à bas les sangsues, à bas la bourgeoisie rouge!*», «*Nous ne voulons pas d'un tel parti!*», «*Dehors les Russes!*», «*Elections libres!*». Les manifestants occupent les locaux du parti et des autorités, inscrivent sur le bâtiment du comité régional du parti «*Du pain et la liberté!*», attaquent la prison et



Manifestation à Poznan, en juin 1956 : « nous exigeons du pain ». DR.

libèrent les prisonniers, désarment des policiers et assiègent le bâtiment de la Sureté, où les machines permettant de brouiller la radio sont détruites et où les manifestants répondent par les armes aux tirs de la police politique.

Les autorités décident de briser la révolte par la force : environ 10 000 soldats et 400 chars occupent la ville, il y a plus de 80 morts (dont huit soldats et policiers), au moins 250 blessés, plus de 700 personnes arrêtées, 274 (dont 196 ouvriers) emprisonnées. Des tirs sporadiques entre révoltés et forces de répression durent jusqu'au 30 juin.

La propagande du régime parle d'abord des « impérialistes qui ont profité de la Foire pour passer des armes en contrebande », « tromper les ouvriers » et les « pousser à des excès ». Le premier ministre Cyrankiewicz, ancien social-démocrate, proclame à la radio locale que ceux « qui ont levé la main sur le gouvernement populaire doivent savoir que cette main leur sera coupée ».

Ce discours officiel ne passe pas. La nouvelle gauche communiste explique qu'il s'agit d'une protestation ouvrière et non d'une contre-révolution. Les travailleurs, qui se sont radicalisés, exigent « une véritable déstalinisation » et un changement de direction. Le nom de Wladyslaw Gomulka – un ancien dirigeant du parti, écarté pour « déviation nationaliste droite » en 1948, emprisonné de 1951 à 1954 et exclu du parti, qui n'a été réhabilité qu'en avril 1956 et réadmis dans le parti seulement après l'insurrection de Poznan – est de plus en plus mis en avant par les masses.

Les assemblées générales dans les entreprises se multiplient, exigeant des augmentations de salaire, la diminution des exportations de denrées alimentaires, la journée du travail de six heures, et menaçant de faire grève. Comme cela a été formulé par un ouvrier : « les événements de Poznan ont été un cri des ouvriers, qui en ont assez des mensonges et de la misère »⁶. Les procès de ceux qui ont été emprisonnés doivent se dérouler en public et même être ouverts aux journalistes étrangers. L'avocat des emprisonnés accuse les autorités d'avoir provoqué les événements de Poznan et de porter la responsabilité des morts. Les condamnations sont moins lourdes que d'habitude⁷.

L'OCTOBRE POLONAIS

Les travailleurs s'organisent. En septembre, dans l'usine FSO, à l'initiative de l'organisation locale du parti, mais contre l'avis de la direction régionale, un conseil de délégués ouvriers est élu avec pour but de prendre la direction de l'entreprise. Le projet d'autogestion adopté stipule : « le conseil d'autogestion planifie la production (plan étatique d'un an seulement), décide quel pourcentage des revenus de l'usine va aux investissements, combien doit être partagé au sein du personnel, le ministère nomme le directeur seulement sur proposition du conseil »⁸. Gozdzik se souvient : « c'est difficile de dire qu'il s'agissait de quelque chose d'organisé, c'était la spontanéité. Des délégations de diverses entreprises venaient nous voir et c'est ainsi que chez nous s'est mis en place une sorte d'état-major (...) Des délégués de tout le

pays arrivaient. »

Consciente de sa rapide perte de légitimité, la direction du parti fait le choix d'appeler Gomulka. En septembre, il est coopté au comité central. La direction du parti prépare le 8^e plénum du comité central, qui doit modifier à la fois le bureau politique du parti – la véritable direction de l'Etat – et l'orientation politique et économique. Cela implique de nouveaux rapports avec l'URSS.

Lors de la session du bureau politique du 12 octobre 1956, Gomulka (pas encore membre, invité, mais déjà donnant le ton) le formule ainsi : « pourquoi est-ce nous qui avons payé les réparations des Allemands pour la guerre ? On nous a expliqué qu'une partie du territoire allemand est devenue polonaise, mais nous n'étions pas des alliés des Allemands durant la guerre, et s'il y a eu un changement des frontières, ce n'est pas à nous de le payer (...) Les réparations pour les Terres Recouvrées ont été prises, sous forme de charbon et sous celle des démontages [d'usines] (...) Je pense que les camarades soviétiques devraient le comprendre et nous rendre ce qu'ils nous doivent. Je pourrais ne pas le mentionner si la situation économique ne nous y forçait pas (...) Notre raison d'Etat polonaise et le fait que, comme eux, nous construisons le socialisme, exige que nos relations ne soient pas conflictuelles, mais différentes de ce qu'elles ont été jusque là. »⁹ Dans son discours, il s'adresse au maréchal Rokossowski¹⁰ – une façon d'insister sur l'absence de souveraineté de l'armée polonaise.

Pour la bureaucratie soviétique, c'était inacceptable. Khrouchtchev réagit en convoquant le BP du POUP à Moscou, mais ce dernier refuse de s'y rendre. A la veille du plénum, Rokossowski fait marcher en direction de Varsovie les troupes polonaises qu'il commande. Les forces russes qui stationnent en Pologne font également mouvement vers la capitale, d'autres se regroupent sur les frontières allemande et soviétique, la marine russe bloque les ports. Le matin du 19 octobre, alors que le plénum doit commencer, Khrouchtchev, à la tête d'une délégation comprenant Koniev, le chef des armées du Pacte de Varsovie, arrive à Varsovie. « Nous sommes décidés à intervenir brutalement dans vos affaires et nous ne permettrons



Gomulka s'exprimant devant un meeting, en octobre 1956 à Varsovie. DR.

pas la réalisation de vos intentions», dit-il.

Face à cela, il y a une mobilisation unanime des ouvriers et des étudiants. Des meetings et des assemblées se tiennent sans interruption. De plus, une partie de l'armée – le Corps de sécurité intérieure (KBW) –, dirigée depuis août par le général Waclaw Komar, un ancien de la guerre d'Espagne, qui sortait de prison après avoir été accusé de « trotskisme » et torturé, avait établi des liens avec « l'état-major » des travailleurs à Zeran. Des officiers participent aux assemblées ouvrières et annoncent : « si on nous ordonne de tirer, on ne le fera pas, on changera le commandant ».

Les forces du KBW, beaucoup plus faibles que celles de Rokossowski, décident de faire face. Komar raconte plus tard : « le 19 octobre, nous avons deux tâches. Premièrement, assurer la direction de l'Etat et du parti, faire qu'elle dispose d'une force qui puisse résister à la pression militaire soviétique et, en même temps, ne permette aucune provocation antisoviétique. Deuxièmement, assurer la direction soviétique que sa tentative de régler le problème politique par des moyens militaires fera face à notre résistance décidée et donc sera coûteuse de tout point de vue. Du point de vue militaire, les "forces de Rokossowski" avaient une supériorité écrasante.

Mais elles savaient qu'elles paieraient leur victoire par des pertes importantes. »¹¹

De plus, les travailleurs de FSO et d'autres entreprises, armés par le KBW, vont au devant des armées qui marchent sur Varsovie. Selon le secrétaire du parti de la ville, Stefan Staszewski, qui a passé huit ans dans les camps de Kolyma, « ils ont eu pour tâche de défaire politiquement cette armée (...) Les ouvriers ont pénétré leurs rangs, ont commencé l'agitation et cette armée s'est vraiment arrêtée. » Les ouvriers érigent aussi des barricades aux entrées de la ville. L'affrontement militaire n'a pas lieu.

CONCESSIONS, REPRISE EN MAIN ET RÉPRESSION

Après une journée de discussions avec Gomulka, qui n'est pas encore membre du BP, la délégation soviétique repart. Trois jours plus tard, Khrouchtchev affirme que s'il aurait été facile de lancer une intervention militaire en Pologne, il aurait été très compliqué de la terminer. Le 8^e plénum élit Gomulka au poste de premier secrétaire. Le prix de vente du charbon polonais à l'URSS est relevé. Les généraux russes quittent la direction de l'armée polonaise. Les « boutiques aux rideaux jaunes » réservées à la nomenklatura sont supprimées. Les paysans se

voient reconnaître le droit de dissoudre les anciennes coopératives obligatoires, le cardinal Wyszynski, primat de Pologne, interné depuis 1953, est libéré le 26 octobre...

Promettant une nouvelle politique, Gomulka est applaudi le 24 octobre par des centaines de milliers de personnes, lors d'un meeting à Varsovie. Au 8^e plénum, il avait dit à propos de Poznan : « les raisons de la tragédie de Poznan et du profond mécontentement de la classe ouvrière sont en nous, dans la direction du parti, dans le gouvernement. » La nouvelle direction conquiert sa légitimité et Gomulka devient immensément populaire. Il intègre le comité du POUP de l'usine Zeran, dont Gozdzik est le secrétaire. En janvier 1957 des élections, avec des listes « élargies » mais toujours uniques, donnent lieu à une participation massive. Sur la liste de Varsovie-Praga, Gomulka est premier et Gozdzik septième... pour six places, alors que le nouveau premier secrétaire avait appelé – et son appel a été suivi – à « ne rayer aucun nom », c'est à dire à n'élire que les premiers de la liste.

Une loi légalisant les conseils ouvriers dans les entreprises est adoptée le 19 novembre, mais elle en limite la portée : si le conseil doit « diriger au nom du personnel l'entreprise qui est

une propriété de toute la nation», il «adopte des résolutions dans le cadre des droits de l'entreprise décidés par le Conseil des ministres». Il a «le droit de proposer la nomination ou la révocation du directeur et de ses adjoints», mais c'est «l'organe d'Etat approprié» qui nomme le directeur et ce dernier est «membre de droit» du conseil ouvrier. De plus, le directeur a «l'obligation de suspendre la décision du conseil ouvrier si elle est contraire au droit ou au plan en vigueur». En fait, la loi établissait que le pouvoir du conseil ouvrier dépendrait du rapport des forces: tant que les travailleurs resteraient mobilisés, le conseil s'imposerait, mais dès leur démobilisation tout redeviendrait comme avant.

Pendant plusieurs mois encore les conseils ouvriers iront de l'avant, cherchant à se coordonner en tenant des conférences régionales et à imposer une seconde chambre du parlement, élue par les conseils ouvriers. Mais «les organes d'Etat appropriés» réussirent à les bloquer. La normalisation commença.

L'intervention militaire en Hongrie indiquait aux yeux d'un grand nombre «les limites à ne pas dépasser». Peu à peu, les grèves furent à nouveau réprimées. L'hebdomadaire *Po Prostu*

1959. Les généraux qui en octobre avaient préparé la résistance du KBW se retrouvèrent sur une liste noire de 17 noms. Ils furent progressivement déplacés, puis éliminés.

A l'opposé de la gauche antistalinienne polonaise, qui voyait dans «l'Octobre polonais» une «révolution», Gomulka déclara le 20 décembre: «nous n'avons fait aucune révolution, car il n'y avait aucune révolution chez nous et personne ne se donnait pour but de réaliser une révolution quelconque. Nous ne faisons que changer nos méthodes du travail»¹².

L'alliance de la nouvelle gauche avec les réformateurs de l'appareil a permis d'imposer des changements et d'empêcher l'intervention de l'armée, mais les intérêts des travailleurs et de l'appareil bureaucratique – même quand ils se retrouvaient dans une même cellule du parti – étaient opposés. La nouvelle gauche antistalinienne, peu expérimentée, trop confiante dans les réformateurs du parti, inconsciente de la nécessité de s'organiser de manière indépendante pour pouvoir avancer, n'a pas été capable de passer à «la seconde étape de la révolution», malgré les tentatives de structurer le mouve-



Lechoslaw Gozdzik, militant de base, élu secrétaire du comité du Parti de l'entreprise automobile FSO, à Varsovie, contre le candidat officiel. DR.

fut interdit en septembre 1957. La loi sur les conseils ouvriers les remplaça en 1958 par des «conférences d'auto-gestion ouvrière», au sein desquelles les délégués ouvriers étaient soumis aux représentants du parti, du syndicat officiel et de la direction. Gozdzik fut remplacé à la direction du parti de son usine fin 1957, et exclu du parti en

ment national des conseils ouvriers. Les leçons de la nécessaire indépendance de la classe ouvrière aboutiront pourtant, près d'un quart de siècle plus tard, à la fondation d'un syndicat indépendant et autogéré... et à un nouveau processus révolutionnaire. □

1. Swiatlo avait été envoyé à Berlin en décembre 1953 pour organiser la liquidation de la journaliste Wanda Bronska, fille de militants polonais, qui avec ses parents avait accompagné Lénine lors de son retour en train de Suisse en Russie, en 1917. Ses parents avaient été fusillés lors des procès de Moscou en 1938, et elle-même déportée à Magadan. Libérée à la fin de la guerre, devenue journaliste en Pologne puis en Allemagne de l'Est, elle était passée à Berlin-Ouest en 1949, puis avait travaillé pour Radio Free Europe (RFE), où elle décrivait les conditions des camps de concentration soviétiques.

2. Il avait personnellement arrêté et torturé des dirigeants de la résistance polonaise, et procédé aux arrestations des dirigeants du régime écartés par Staline: l'ancien premier secrétaire du parti W. Gomulka (en 1951) et le maréchal Michal Rola-Zymierski (en 1955), qui avait dirigé l'Armée populaire à partir de 1944.

3. Par l'ordre n° 00485 du 11 août 1937 de N. Iejov, 139 835 Polonais se trouvant en URSS ont été condamnés, dont 111 091 exécutés et 28 744 envoyés dans des camps. Plus de 100 000 ont été déportés en Sibérie. En août 1938, le Parti communiste de Pologne (KPP) a été dissous par le Komintern sous la (fausse) accusation de «trotskisme» et ses dirigeants en exil en URSS ont été liquidés (70 membres et suppléants du comité central). A la suite du pacte Staline-Hitler, qui a permis à l'URSS d'envahir le 17 septembre 1939 les territoires orientaux de l'Etat polonais, en 1940-1941 des centaines de milliers de ses citoyens – selon les sources, entre 320 000 et 800 000 – ont été déportés au-delà de l'Oural, 125 000 soldats polonais ont été emprisonnés dans des camps, 110 000 citoyens ont été emprisonnés... Environ 115 000 de ces victimes de la répression stalinienne ont eu la vie sauve en rejoignant l'armée organisée avec l'accord de Staline par le général Anders, à partir d'août 1941; évacuée vers l'Iran en 1942, cette armée a ensuite combattu au Proche-Orient et en Italie. 30 000 autres ont pu rejoindre l'Armée populaire polonaise, formée en URSS à partir de mai 1943 par le général Berling, qui a participé aux côtés de l'armée soviétique à la marche sur Berlin. En 1945-1947, 266 000 personnes déportées ont été transférées en Pologne. Ainsi, autour de 300 000 citoyens de la Pologne populaire avaient subi la répression stalinienne avant la formation de ce nouvel Etat en 1944. Par la suite, la terreur a touché non seulement ceux qui s'opposaient au nouveau régime, mais aussi ceux qui l'ont fondé ou qui se sont permis des critiques. Outre les arrestations et les condamnations, 5 200 000 citoyens (près d'un cinquième de la population) ont été fichés par le Ministère de la sûreté publique après avoir été interrogés entre 1944 et 1955.

4. Edward Ochab, premier secrétaire du parti après la mort de Bierut, considéré comme «centriste» entre les conservateurs et les réformateurs de l'appareil.

5. Lechoslaw Gozdzik, «Bylismy u siebie» (Nous étions chez nous), *Kurier Polityczny* n° 396 d'octobre-décembre 1996. Les citations suivantes de Gozdzik viennent du même texte.

6. Rapport de la police politique cité dans: Pawel Machcewicz, *Polski rok 1956*, Oficyna wydawnicza Mowia Wiek, Varsovie, 1993, p. 141.

7. Des peines de deux à six ans de réclusion criminelle et même deux acquittements ont été prononcées lors des deux premiers procès, en septembre. Il n'y a pas eu de jugement lors du troisième procès, commencé le 5 octobre.

8. Cité dans *Zycie Gospodracze* n° 51-52, 21-28 décembre 1980.

9. Cité dans: Gomulka i inni, *Dokumenty z archiwum KC 1948-1982*, Aneks, Londres 1987, pp. 93-94.

10. Konstantin Rokossowski, membre du Parti bolchevique depuis mars 1919, a été emprisonné et torturé lors des grandes purges, de 1937 à 1940, refusant d'avouer être «un agent polonais et japonais». Il est libéré et réintégré dans l'Armée russe après les échecs de cette dernière en Finlande, lorsque Staline a besoin d'officiers qualifiés. Il a joué un rôle clé lors de la défense de Moscou, dirigé l'armée russe à Stalingrad (il reçut la reddition de maréchal Paulus) et lors de la bataille de Koursk. Nommé maréchal de l'URSS en juin 1944, il a commandé le deuxième front biélorusse qui a pris le nord de Berlin et fait jonction avec l'armée américaine de Montgomery. Après la guerre, il commande le groupe nord de l'armée soviétique à partir de Legnica (Pologne). Le 6 novembre 1949, à la demande de Staline, il est nommé ministre de la Défense de la République polonaise et maréchal de Pologne. En 1950, il devient en plus membre du BP du POUP et en 1952, vice-premier ministre. Non réélu au BP du POUP en octobre 1956, remplacé comme ministre de la Défense en novembre, mis à la retraite avec maintien de son salaire, il quitte la Pologne en décembre avec 500 autres soviétiques, dont 120 avaient des postes de commandement dans l'armée polonaise (34 généraux sur 66).

De 1958 à 1962, il sera vice-ministre de la Défense de l'URSS. 11. Cité par Zbigniew Kowalewski, «1956 – Póździernikowi generalowie» (1956 – les généraux d'octobre), *Le Monde Diplomatique* – *Edycja polska*, octobre 2011.

12. Cité par Z. Rykowski et W. Wladyka, *Kalendarium polskie 1944-1984*, Varsovie, 1987, p. 48.

ENTRETIEN AVEC ALAIN ET HUBERT KRIVINE

« Les dirigeants du PCF, hyper staliniens, ne pouvaient pas accepter le rapport Khrouchtchev »

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI WILNO

En 1956, Alain et Hubert Krivine étaient membres de l'organisation de jeunesse du PCF. Ils reviennent dans cet entretien sur les positions de sa direction et l'état d'esprit des militants de l'époque.

Vous étiez cinq frères qui ont tous commencé à militer très tôt dans des organisations de jeunesse. Qu'est-ce que ça signifiait à l'époque être aux Vaillants, puis aux JC, puis au PC ?

Alain Krivine – Avec mon jumeau Hubert, nous avons trois frères plus âgés qui, après avoir été au Mouvement des auberges de jeunesse et certains aux Jeunesses socialistes, se sont tous retrouvés au PCF. Nos parents étant de gauche mais sans plus.

C'est ainsi, dans cette tradition familiale que je me suis retrouvé naturellement membre de l'Union des Vaillants et Vaillantes (organisation d'enfants liée au PC et qui deviendra les « Pionniers » en 1970) dans le groupe du 9^e arrondissement de Paris, foulard bleu et rouge qui partait chaque week-end en sortie à partir de la place Breda (aujourd'hui Paul-Painlevé), et qui chaque été rejoignait son camping près d'Oradour-sur-Vayres où je devins très vite aide-moniteur. A l'époque, même enfant on n'hésitait pas à crier les slogans communistes dans le métro comme « libérez Henri Martin ou Raymonde Dien » (deux militants du PCF, emprisonnés pour s'être opposés à la guerre en Indochine).

Par la suite, et toujours aussi naturellement, j'ai adhéré à l'Union des jeunesses républicaines de France, qui se transforma en Mouvement de la jeunesse communiste en 1956. J'ai donc été membre de cette organisation dans le 9^e puis au cercle du lycée Condorcet en 1957, pour devenir l'un des meilleurs diffuseurs devant la gare Saint-Lazare de notre journal national *l'Avant-garde*, puis être délégué à Moscou au VI^e Festival mondial de la jeunesse de juillet 1957, après avoir été nommé responsable des lycéens communistes de Paris. Tout cela était un parcours naturel dans une famille de militants PC où les murs

de notre chambre étaient tapissés de portraits de dirigeants, dont celui du stalinien hongrois Rakosi. Je n'ai su que bien plus tard l'adhésion au trotskysme de deux de mes frères dont mon jumeau. Eux n'avaient jamais été staliniens.

Hubert Krivine – J'étais aussi aux Vaillants. Vers l'âge de 12 ans, j'ai été récompensé de mon activité de Vaillant par un voyage dans un camp de pionniers en RDA (Allemagne de l'Est). Il y avait bien sûr le salut au drapeau tous les matins et la promesse renouvelée à Wilhelm Pieck (dirigeant du PC allemand devenu président de la République démocratique allemande) qui me choquaient, mais l'atmosphère était sympathique et nous étions convenablement nourris et dorlotés.

On nous a fait visiter une usine de tracteurs et demandé de combattre à notre retour les calomnies impérialistes qui racontaient que c'était une fabrication de chars. J'en étais bien convaincu, mais à vrai dire nous n'avions vu que la fabrication de blocs moteurs qui auraient pu servir à bien des usages. Aussi, un peu énervé, j'ai écrit à mon groupe de Vaillants une lettre dont je me souviens parfaitement : « nous avons visité une usine de chars, mais chut, il ne faut pas le dire, car alors on est envoyé dans des mines de poivre qui sont bien pires que les mines de sel car on y tousse tout le temps ». L'usage, au retour de ces voyages honorifiques, était d'être accueilli à la gare avec une certaine pompe par le groupe. Pour moi, rien de tel. Seul le responsable était là avec une mine d'enterrement. « Pourquoi fais-tu cette tête ? » « Ta lettre ! » « Quoi, ma lettre, quelle lettre ? » J'avais complètement oublié. Mais « c'était une plaisanterie et d'ailleurs les mines de poivre, ça n'existe pas ». « On ne plaisante

pas avec ces choses-là ». Là encore on voit comment en France, où le PC n'avait pas le pouvoir, s'était néanmoins créée une atmosphère de complot. Ce n'était qu'une très pâle et indolore copie de ce qu'ont connu les démocraties populaires et l'URSS à l'époque. On pourra lire *La plaisanterie* de l'écrivain tchécoslovaque Milos Kundera, qui en donne la version originale, autrement plus tragique...

Pouvez-vous résumer l'évolution du PCF depuis la fin de sa participation au gouvernement, en 1947, jusqu'au début de 1956 face à l'évolution de la situation politique française et aux guerres coloniales ?

A. K. – Pour nous le PCF c'était le parti de la Résistance aux nazis, puis celui qui s'était rebellé contre les gouvernements d'après-guerre qui l'avaient chassé du pouvoir en 1947 et mené la sale guerre d'Indochine. Alors que le PCF avait auparavant puissamment concouru au rétablissement de l'« ordre républicain », allant jusqu'à dénoncer des grèves, en déclarant, par la voix d'un de ses députés, que « la grève, c'est l'arme des trusts ».

Dans les années 1950 le PCF, fortement implanté dans la classe ouvrière avec ses centaines de milliers d'adhérents, va adopter une ligne d'entente avec les socialistes de la SFIO qui lui fera condamner le début de l'insurrection en Algérie et voter avec ses 146 députés, le 12 mars 1956, les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement du socialiste Guy Mollet, « pour aider à la paix », en fait intensifier la répression contre les partisans de l'indépendance. Cette orientation était à l'époque celle du PCA (PC algérien) qui avait condamné le début de l'insurrection

armée en 1954, et c'était aussi celle de l'URSS qui ne contrôlait pas du tout cette insurrection et développait une ligne de «coexistence pacifique» avec l'Occident capitaliste.

Dès juillet 53, Khrouchtchev avait dénoncé Beria, et Staline comme l'ayant couvert, devant les dirigeants de certains PC. Les dirigeants du PCF ont été ensuite informés des conflits au sein de la direction soviétique. Ils n'en ont rien dit au parti. Avec le rapport du XX^e congrès, il n'était plus possible de dissimuler totalement la réalité. Pourtant, la direction du PCF restait très réticente: «Pourquoi remuer toute cette boue» déclarait Jeanette Vermeersch. Comment expliquer cette attitude? A quoi correspondait-elle?

A. K. – Le rapport Khrouchtchev, qui devait rester secret et qui s'en prenait à Staline, a été fait le 24 février 1956 devant le XX^e congrès du PCUS. Les dirigeants du PCF, hyper staliens, ne pouvaient pas l'accepter et on a dû attendre L'Humanité de mars pour commencer à mentionner des critiques de Staline, avec à chaque fois une dose de compliments pour son rôle pendant la guerre. La direction du PCF était très liée à Staline et à son équipe qui avaient d'ailleurs recueilli Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, à Moscou pendant la guerre. Voilà pourquoi, au début, les dirigeants du PCF ont nié l'existence de ce rapport puis, peu à peu, ont reconnu que Staline avait fait des fautes avant, plus tard, de s'identifier pleinement au XX^e congrès du PCUS.

La direction du PC italien, l'autre grand PC en Europe occidentale, a pris une position différente. Pourquoi cet écart entre les réactions des deux PC?

A. K. – L'attitude de la direction du PCF a effectivement tranché avec celle du PC italien dirigé par Palmiro Togliatti, qui va tout de suite défendre le XX^e congrès. Il faut dire que le PCI était un très grand parti de masse, le plus grand PC du monde occidental, qui était resté longtemps dans la clandestinité à l'époque de Mussolini et qui se trouvait confronté à un PS plutôt à gauche dirigé à l'époque par Pietro Nenni, qui fut membre des Brigades internationales en guerre contre le franquisme en Espagne et qui obtint en 1951 le Prix Staline pour la paix... Néanmoins, à la Libération, le PCI avait aussi accepté la logique de Yalta.

Ensuite, le PCI prendra la tête du courant «eurocommuniste», c'est-à-dire du regroupement des communistes antistaliniens dont la plupart vont évoluer vers un réformisme de plus en plus mou, ce qui conduira beaucoup plus tard plus tard le PCI à s'auto-

dissoudre en 1991.

En 1956 il y a aussi, en octobre, les révoltes des ouvriers polonais, et en novembre l'insurrection hongroise. Quelle a été l'attitude de la direction du PCF?

A. K. – En octobre 1956, quand éclate l'insurrection à Budapest et que les chars russes viennent l'écraser, le PCF approuve totalement l'intervention. Cette position va permettre à des milliers de manifestants conduits par l'extrême droite de venir encercler le siège du comité central, carrefour Châteaudun, le 7 novembre 1956, et d'y mettre en partie le feu malgré la défense des militants PC qui montaient la garde. Puis le cortège va se rendre devant le siège de L'Humanité, bou-

rette qui avait caché le matériel des manifestants, plus la propagande «anticommuniste» de la droite, amèneront l'essentiel des militants PC ou CGT à se solidariser avec leurs directions. Comme l'a écrit l'historien Philippe Robrieux, dirigeant des étudiants communistes à l'époque, les militants étaient plus indignés par les interventions impérialistes contre le canal de Suez que par l'intervention des chars russes à Budapest.

H. K. – Il y a eu en novembre 1956, dans la salle des métallos, rue Jean-Pierre Timbaud, un meeting pour écouter André Stil de retour de Hongrie. Son papier dans L'Humanité, «Budapest recommence à sourire malgré ses blessures», résume parfaitement son conte-



Le journal du PCF au lendemain de la mort de Staline (5 mars 1953). DR.

levard Poissonnière, mais là les bagarres seront très violentes avec les militants PC venus en cars des banlieues.

Cette attaque contre les sièges du PC, avec la complicité de l'église Notre-Dame-de-Lo-

nu. J'avais seize ans, pas de culture politique autre que celle des Vaillants, mais son compte rendu de la révolte hongroise me faisait penser aux comptes rendus de la Commune de Paris faits par les Versaillais: une



bande de délinquants échappés de prison et abrutis d'alcool. La salle était chauffée à blanc par l'intense campagne anticomuniste qui avait là un bel os à ronger. Et puis ce fut le moment redouté: «*Camarades, on va voter. Qui vote pour le rapport?*» Une marée de bras levés. «*Qui vote contre?*» Je n'ai pas osé et personne ne l'a fait. Qui s'abstient? Héroïquement, tel un soldat sortant des tranchées, je hasarde une main timide. Quatre ou cinq héros m'accompagnent. Regards furibonds des militants dont certains menaçaient de casser la gueule à ces petits cons de provocateurs. Heureusement, nous avons été sauvés par les responsables du parti: «*Laissez, ce ne sont que des petits bourgeois*» (ce qui était malheureusement exact) «*qui veulent se rendre intéressants*» (ce qui l'était moins).

En fait je n'étais pas si ignorant. J'avais réussi à «*voler*» à la Section du 9e le «*rapport Gomulka*», qui était le texte officiel de la résolution du comité central du Parti ouvrier unifié de Pologne. Il faut savoir qu'à l'époque, le PCF niait ou parlait seulement du rapport «*attribué au camarade Khrouchtchev*». Ce rapport, une version disons light du texte soviétique, seulement destiné aux cadres du parti, était indiscutable. Il m'avait convaincu du bien-fondé des affirmations de mes toutes récentes fréquentations trotskystes.

En mars 1956, les députés du PCF votent les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, élu sur la promesse de «paix en Algérie» mais qui y enverra le contingent pour faire la sale guerre qu'on connaît. La fidélité à l'URSS et à Staline pouvait donc coexister avec le pire des opportunistes sur la scène politique française?

A. K. – Au début de l'insurrection algérienne (en 1954), le PC algérien (dans un premier temps) et le PCF condamnent la lutte armée et tous les réseaux qui en France avaient décidé «*d'aider le FLN*». Je me souviens que lors du festival de la jeunesse à Moscou, en 1957, c'est une rencontre que j'avais organisée entre une délégation du FLN et une du PC qui commence à m'ouvrir les yeux. Après l'échange de cadeaux, le débat est rude sur le vote en 1956 par les députés PC des «*pouvoirs spéciaux*» à Guy Mollet. «*Vous faites l'inverse de ce que vous avez fait pendant la guerre en Indochine [jeter les armes à la mer à Marseille], vous avez osé voter les pouvoirs spéciaux*». Les dirigeants du PC répondent que «*les attentats terroristes sont une erreur indéfendable dans la population*»...

Avant de rentrer en train à Paris, les dirigeants de la JC nous reprennent les journaux

clandestins du FLN «*pour ne pas être interdits en France*» et nous donnent à la place d'énormes colis pour la fête de l'Huma, jamais ouverts par les douaniers... Par la suite, lors de meetings où je suis invité, des dirigeants locaux du PC (dans le Limousin), qui n'avaient jamais été en URSS, me font réécrire mon discours de compte-rendu de voyage, «*trop critique*» sur l'URSS et sur la tenue vestimentaire des moscovites... Il faut dire que je commençais à m'interroger, certes naïvement, surtout que parmi les délégués hongrois envoyés au Festival, tous les «*blessés par les forces contre-révolutionnaires*» que j'avais rencontrés étaient des soldats...

Des oppositionnels commencent à se manifester. Qui sont-ils? Ils ne semblent pas avoir un grand poids? Est-ce la guerre d'Algérie qui va changer les choses?

A. K. – En 1956, comme d'ailleurs en 1968, l'opposition dans le PCF est très faible, les traditions de soutien inconditionnel à la direction étant encore très fortes. Il n'y a que quelques individus, surtout intellectuels, pour commencer à protester. Parmi eux, Denis Berger, «*entristé*» du PCI (Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale), qui avait adhéré au PCF en 1953. Suite aux événements de Hongrie, il crée en 1956, avec Félix Guattari, une revue d'opposition, *Tribune de discussion*, qui sera liée au PCI. La revue va prendre contact avec une autre revue oppositionnelle, *L'Étincelle*, dirigée par des intellectuels du PCF, Victor Leduc, Jean-Pierre Vernant, Yves Cachin et Gérard Spitzer. En 1957 les deux revues vont fusionner. Un an plus tard, ce sera la création avec Denis Berger de *La Voix communiste*, revue indépendante qui se présente toujours comme une opposition interne du PCF, mais s'adresse en fait à un public plus large et va jouer un rôle très important dans le soutien au FLN algérien.

En fait, l'opposition la plus large viendra du journal *Unir-Débat* créé en 1952, au moment de la mise à l'écart du PCF de nombreux dirigeants de la Résistance qualifiés de «*trotskystes*», avec parmi eux Charles Tillon et André Marty. Unir va tenir jusqu'en 1975 et disparaître après sa dénonciation par d'anciens dirigeants de la Résistance, qui avaient découvert la manœuvre. Parfaitement organisé et totalement clandestin, Unir dévoilait tous les méfaits du stalinisme, la vie privée des dirigeants du PCF, la corruption, mais personne ne savait qui était derrière, sauf un nom: Courtois. Or il s'est avéré par la suite que c'était la direction du PCF qui avait créé de toute pièce cet outil afin de connaître ses opposants dans le parti, surtout parmi les anciens résis-

tants, très nombreux au début à soutenir Unir. Subtile manœuvre, complètement téléguidée par les dirigeants staliniens du PCF qui n'hésitèrent pas à sortir et envoyer à des milliers de communistes un bulletin qui dénonçait l'intervention soviétique en Hongrie, les «*événements*» de Pologne ou le luxe de la villa de Maurice Thorez sur la Côte d'Azur... Au PCI puis à la JCR2, nous avons réussi à gagner des camarades qui étaient aussi à Unir, sans trop savoir qui était derrière.

H. K. – Pour ma part, c'est la combinaison de l'intervention soviétique en Hongrie et de la nécessité de lutter plus efficacement contre la sale guerre d'Algérie qui me convainc d'adhérer à la IV^e Internationale. C'était à l'époque un saut immense. On ne l'imagine pas aujourd'hui: on était encore dans la lutte contre l'hitléro-trotskyisme. Impossible de faire seul un tel pas. Je me tourne vers un frère aîné, Jean-Michel, vieux militant du PC, en qui j'ai confiance. Hypocritement, je lui dis avoir été contacté par des trotskystes (en ajoutant prudemment «*c'est tous des flics, non?*») qui m'ont raconté des choses troublantes. A mon grand étonnement, au lieu de sonner la charge habituelle, il ne m'a pas découragé d'aller voir Pierre Frank (principal dirigeant du PCI). «*Qu'est-ce que tu risques, s'ils disent des choses intéressantes?*» J'aurais dû comprendre que c'était un aveu de son appartenance, je ne l'ai su que plus tard, après avoir adhéré.

A. K. – C'est en rentrant du Festival de la jeunesse que, tout en restant au PCF, je rejoins les réseaux de soutien au FLN, clandestins par rapport au gouvernement et par rapport au PC. Terrassé par une jaunisse, mon jumeau, en fait déjà trotskyste, me fait rencontrer un camarade qui «*connaît bien les réseaux de soutien au FLN*». En effet je voulais aider le FLN mais «*sans les trotskystes*». Certes je ne les connais pas mais «*je sais que ce sont des flics*». C'est ainsi que mon frère me présente Michel Fiant, dirigeant de Jeune Résistance (organisation qui faisait du travail clandestin dans l'armée) mais qui était aussi dirigeant de la IV^e Internationale. Mais ça, je ne le sus que quelques années plus tard, quand j'y adhérerai moi-même... □

1 Le PC algérien modifiera ensuite son orientation et s'engagera dans la lutte de libération de l'Algérie.

2 JCR: Jeunesse communiste révolutionnaire. La JCR est fondée le 2 avril 1966 à partir du secteur Sorbonne-Lettres de l'Union des étudiants communistes (UEC), exclu en 1965 par le PCF pour avoir refusé de soutenir la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Dissoute par le pouvoir gaulliste après mai 68 et considérablement renforcée, la JCR donnera naissance à la Ligue communiste.

Capitalisme, emploi et nature : sortir de l'engrenage destructif

PAR DANIEL TANURO

«Le monde possède le rêve d'une chose dont il lui suffirait de prendre conscience pour la posséder réellement»
(Karl Marx, lettre à Arnold Ruge)¹.

Il y a plusieurs définitions possibles du capitalisme. Du point de vue des exploité-e-s, le capitalisme est ce système dans lequel les ressources de la terre nourricière sont monopolisées par une minorité qui possède aussi les autres moyens de production. Du coup, pour vivre, la majorité n'a d'autre moyen que de vendre sa force de travail – pas d'autre moyen que de se vendre, en fait.

Elle est donc complètement dépendante des propriétaires, aliénée de la production de son existence, c'est-à-dire en fin de compte aliénée de son humanité. Les propriétaires achètent la force de travail – ou pas – pour un temps déterminé, en échange d'un salaire. En apparence, la transaction est juste... sauf que la valeur de la force de travail (le salaire) est inférieure à celle du travail réalisé. La différence forme le profit. L'efficacité de cette forme d'exploitation du travail est sans précédent historique. En particulier, elle est nettement supérieure à celles du servage et de l'esclavage, deux modes de production dans lesquels l'exploitation était tout à fait transparente et évidente.

Du point de vue de la richesse sociale, le capitalisme se définit comme une production généralisée de marchandises destinées à satisfaire toujours plus de besoins humains, sur une échelle qui s'élargit sans cesse. Que ces besoins soient réels ou pas, «qu'ils aient pour origine l'estomac ou la fantaisie», que celle-ci soit créée ou pas par le capital pour donner des débouchés au productivisme, cela ne change rien à l'affaire. Caractéristique du système, l'accumulation de biens de production et de consommation est phénoménale. Elle aussi est sans précédent historique. Son moteur est la concurrence pour le profit : sous peine de mort économique, chaque propriétaire de capital est obligé de chercher constamment à augmenter la productivité du

travail exploité, donc à remplacer des travailleur-euse-s par des machines.

Depuis l'invention de la machine à vapeur par James Watt, cette dynamique de mécanisation et d'accumulation n'a fait que s'accroître. Il ne saurait en être autrement, car tout progrès de la mécanisation réduit la part du travail humain, donc la quantité de valeur créée, donc le taux de profit. Contradiction majeure du capitalisme, la chute tendancielle de ce taux ne peut être compensée que par l'augmentation de la masse des profits, donc par la croissance de la production, d'une part, et l'accroissement du taux d'exploitation – du travail non payé – d'autre part. Le système se meut donc de lui-même vers la régression sociale et la destruction environnementale.

LE CAPITALISME, SYSTÈME HORS-SOL

Sa logique «croissanciste» permet aussi de définir le capitalisme du point de vue des relations avec la nature. Les sociétés antérieures dans l'histoire restaient basées directement sur la productivité naturelle. Dans ces sociétés, un éventuel franchissement des limites écologiques ne pouvait être que temporaire, et se payait cash. Repousser les limites n'était possible qu'en améliorant les savoirs et les techniques agricoles (par exemple, la découverte du fait que les légumineuses sont un «engrais vert», car elles fixent l'azote de l'air dans les sols). Avec le capitalisme, c'est différent. Grâce à l'industrie et à la technologie (la science appliquée à la production), il peut repousser les limites artificiellement, en remplaçant les ressources naturelles par des produits de la chimie.

Le capitalisme tend, pour ainsi dire, à se développer «hors-sol». Un exemple évident est la rupture du cycle des nutriments due à l'urbanisation capitaliste, au 19^e siècle : la baisse de fertilité qui en découla put être compensée grâce à l'invention des engrais de syn-

thèse, et cela fonctionne encore aujourd'hui. Mais ces possibilités de développement hors-sol ne sont évidemment pas illimitées. Tôt ou tard, le système sera rattrapé par l'antagonisme entre sa boulimie de croissance et la finitude des ressources. Le choc sera rude, car les problèmes s'accumulent à force d'être repoussés et contournés. Une issue capitaliste au défi du réchauffement global est plus difficile à trouver qu'une parade à l'épuisement des sols. D'autant que la situation est gravissime : on a tellement tardé que, pour sauver le climat, il ne suffira plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il faudra en plus retirer du gaz carbonique de l'atmosphère. En déduire que le capitalisme s'effondre est un peu rapide. Par contre, la menace d'un capitalisme barbare est bien réelle.

Combiner les trois points de vue permet de saisir la difficulté majeure à laquelle sont confrontées les luttes écologiques. Il va de soi que ces luttes sont par définition sociales : les atteintes à l'environnement affectent le plus lourdement les exploité-e-s et les opprimé-e-s, qui en sont le moins responsables. La catastrophe climatique menace l'existence de centaines de millions de gens. Certains en sont conscients et passent à l'action, mais le niveau d'engagement varie fortement selon les groupes sociaux : les paysan-ne-s et les peuples indigènes sont aux premières lignes et les femmes sont particulièrement actives ; les salarié-e-s, d'une manière générale, restent en retrait.

LE MONDE DU TRAVAIL, ENJEU STRATÉGIQUE

Cette attitude des salarié-e-s constitue un handicap énorme : alors que la classe ouvrière pourrait paralyser la machine capitaliste de destruction, et rendre ainsi un service immense à l'hu-



manité et à la nature, elle semble au contraire paralysée par sa place au service de la machine !

L'explication est simple : l'existence des travailleur-euse-s dépend de leur salaire, leur salaire dépend de leur employabilité par le capital, et leur employabilité par le capital dépend de la croissance. Sans croissance, la mécanisation grossit le chômage, les rapports de forces se dégradent et la capacité syndicale de défendre les salaires ou la protection sociale se réduit. Aujourd'hui, nous nous trouvons précisément dans cette situation : les syndicats sont sur la défensive, déstabilisés par le chômage massif et par la mondialisation.

Les paysan-ne-s possèdent leurs moyens de production en tout ou en partie, les peuples indigènes produisent leur existence par une relation

et inquiets des menaces écologiques qui planent au-dessus de leurs têtes et de celles de leurs enfants. Beaucoup aspirent à un changement qui leur permettrait de vivre bien, en prenant soin de l'environnement. Mais que faire, et comment faire ? Telle est la question.

Dans un monde de plus en plus urbanisé, si on veut gagner la bataille écologique, il est d'une importance stratégique d'aider le monde du travail à répondre à cette question. Il ne s'agit pas seulement que des travailleur-euse-s participent aux mobilisations écologiques. Pour que cette participation ait l'impact maximum, il faut qu'ils y soient présents collectivement, en tant que producteur-trice-s. Il faut aussi que les travailleur-euse-s se saisissent de la question écologique dans les usines, les bureaux et sur les autres lieux de travail, en tant que producteurs. Comme le font les paysans et les peuples indigènes. Ce n'est possible que dans le cadre d'une stratégie qui unifie les luttes environne-

se saisir de l'enjeu écologique. La Confédération syndicale internationale (CSI) déploie des efforts de conscientisation. Lors de son deuxième congrès (Vancouver, 2010), elle a adopté une résolution sur le changement climatique. Ce texte affirme que la lutte contre le réchauffement de la planète est un enjeu syndical, demande un accord international pour ne pas dépasser 2°C, endosse le principe des responsabilités communes mais différenciées du Nord et du Sud, insiste sur les droits des femmes et revendique une « transition juste » pour le monde du travail...

Cependant, la question clé de l'emploi est traitée de façon ambiguë. En effet, la CSI croit que le capitalisme vert amènera la croissance et des « emplois verts ». Elle se dit donc prête à collaborer à la transition, à condition que la facture pour le monde du travail soit limitée et qu'une reconversion soit offerte dans les secteurs condamnés. Du coup, la CSI considère comme « verts » des emplois qui ne le sont pas du tout : dans la capture-séquestration du carbone, dans la distribution de produits « labellisés » des forêts et de la pêche « soutenables » (alors que ces labels sont une arnaque), dans la gestion des mécanismes de compensation forestière des émissions (REDD+), dans la plantation d'arbres en monoculture et dans les énergies « bas carbone » (y compris le nucléaire ?).

Signe de cette ambiguïté : la résolution de Vancouver estime que la « transition juste » doit protéger la compétitivité des entreprises. C'est clair : la CSI croit possible de sauver le climat sans mettre en question la logique productiviste. Pire : elle ne voit pas d'autre moyen que la croissance pour combattre le chômage. Cela va si loin que la secrétaire générale de la CSI est membre de la « Commission globale sur l'économie et le climat », un organe influent présidé par Nicholas Stern.

Le rapport de cette commission (« Better Growth, Better Climate ») égrène des mesures néolibérales qui permettent de réaliser à peine un peu plus de 50% des réductions d'émissions nécessaires pour ne pas dépasser 2°C. Stern est cohérent : pour éviter « des coûts trop importants », son rapport de 2006 plaide pour une stabilisation du climat à 550ppmCO₂eq – correspondant à un réchauffement supérieur à 3°C d'ici la fin du siècle. La CIS ne l'est pas.

En se mettant à la remorque du capitalisme vert, le mouvement syndical •••

En juillet 2015 à Toronto (Canada) : « manifestation pour l'emploi, la justice et le climat ». DR.



directe avec la nature : les travailleur-euse-s n'ont pas de possibilités équivalentes. Il est trop facile, et franchement déplacé, d'en déduire que les salarié-e-s seraient les serviteurs du productivisme. Ils consomment, bien sûr, et les plus avantagés d'entre eux consomment d'une manière écologiquement insoutenable. Mais est-ce leur faute ? La frénésie consumériste n'est-elle pas plutôt le produit de l'illusion monétaire qui fait que tout semble à la portée de chacun-e ? Ne fonctionne-t-elle pas comme une compensation misérable à la misère des relations humaines dans cette société mercantile ? Beaucoup de salarié-e-s sont conscients

mentale et sociale au point d'en faire une seule et même lutte. Cela demande 1°) une compréhension correcte de la force destructive du capitalisme, 2°) la perspective d'une autre société, écosocialiste, et 3°) un programme de luttes et de revendications qui réponde à la fois aux besoins environnementaux et aux besoins sociaux, en donnant à chacun et chacune la possibilité de vivre dignement par une activité utile à la collectivité.

UN COMPROMIS AVEC LE CAPITALISME VERT ?

A quelques exceptions près, le mouvement syndical a compris la nécessité de

RÉPONSE À RENÉ BERTHIER

Oui, allumons une bougie plutôt que de maudire l'obscurité!

PAR OLIVIER BESANCENOT ET MICHAEL LÖWY

Membre de la Fédération anarchiste, ancien responsable du syndicat des correcteurs et du Livre CGT, auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire du mouvement libertaire mais aussi d'autres sujets, René Berthier a publié récemment, aux éditions du Monde Libertaire, « Affinités non électives : à propos du livre d'Olivier Besancenot et Michaël Löwy, Pour un dialogue sans langue de bois entre libertaires et marxistes ». Un dialogue que les deux auteurs d'« Affinités révolutionnaires » entendent, à travers cette réponse, poursuivre.¹

Nous avons été honorés et même touchés qu'un théoricien aussi important de l'anarchisme que René Berthier dédie tout un livre de 275 pages en réponse à notre petit opuscule *Affinités Révolutionnaires. Nos étoiles rouges et noires. Pour une solidarité entre marxistes et libertaires* (Paris, Fayard, Mille et une nuits, 2014). Certes, c'est un ouvrage polémique, mais plus ouvert que certaines critiques venues de nos camarades « bolchéviques-léninistes ». Le titre, *Affinités non électives*, semble être uniquement négatif, mais tel n'est pas, loin de là, le contenu effectif de son livre. Dès la première page, observant que nous avons voulu mettre délibérément en relief la fra-

ternité entre les deux mouvements, il écrit : « cela me paraît une excellente idée » (p. 5).

Disons, pour commencer, que nous avons beaucoup appris en lisant ce livre. René Berthier a fait une vraie recherche historique, et plusieurs de ses analyses ou informations nous semblent intéressantes. Bien sûr, nous avons aussi pas mal de désaccords ! Pour donner une réponse satisfaisante aux arguments de René Berthier, il nous aurait fallu écrire... tout un livre. Nous allons donc nous limiter, dans ce bref article, à quelques points essentiels, aussi bien de convergence que de divergence.

Pour commencer, nous devons plai-

der coupable pour certaines critiques que nous fait René Berthier (RB) :

1) Notre livre est trop « basique », « élémentaire », « accessible à un public sans grande formation politique » (p. 14). En effet, nous avons choisi d'écrire dans un langage accessible à tout travailleur, à tout jeune intéressé par les idées révolutionnaires et pas seulement aux militants déjà formés et informés.

2) Notre livre « ne semble être le fait que de deux individus » (p. 252). En effet, c'est notre point de vue personnel, nous n'avons pas consulté le bu-

••• risque d'être le complice de crimes climatiques de grande ampleur, dont les pauvres seront victimes. C'est une autre voie qu'il faudrait prendre. On la perçoit dans les pratiques d'entreprises récupérées, en Argentine et ailleurs. Chez RimaFlow (Milan) ou Fralib (Marseille), les travailleurs en lutte pour l'emploi cherchent spontanément à produire pour les besoins sociaux dans le respect des contraintes écologiques. Certains éléments d'une alternative se trouvent dans les positions du réseau « Trade Unions for Energy Democracy » (TUED), qui plaide notamment pour que le secteur de l'énergie passe aux mains de la collectivité.

Face au capitalisme en crise et au problème climatique, il est illusoire d'espérer vaincre le chômage par un compromis avec la « croissance ». C'est au contraire dans la remise en cause radicale du productivisme – donc du capitalisme – que réside la seule stratégie cohérente pour concilier le social et l'écologique. Il s'agit de sortir du cadre, sur quatre axes en particulier : la collaboration avec les paysans contre l'agrobusiness et la grande distribution, l'expropriation du secteur financier (très enchevêtré au secteur énergétique), le développement du secteur public (transports en commun, isolation des bâtiments, soins aux écosystèmes...), et la

réduction radicale du temps de travail (la demi-journée de travail), sans perte de salaire, avec embauche compensatoire et diminution des cadences.

Au-delà des montagnes d'écrans plats, de smartphones, au-delà des bagnoles high tech et des voyages all inclusive, au-delà de ces hochets qu'on agite pour le distraire de son exploitation, le monde du travail perçoit bien, au fond, que son intérêt fondamental, son avenir et celui de ses enfants, n'est pas de faire tourner l'engrenage destructif du capital, mais au contraire de le briser. La pratique sociale peut seule transformer cette perception diffuse en conscience et en organisation. A l'action! □

reau politique, ni le comité central... Mais c'est aussi le cas de RB qui explique, dans une note introductive, qu'il s'exprime « à titre strictement personnel » (p. 5). Nous sommes donc logés à la même enseigne.

Ajoutons que notre livre, contrairement à ce que semble suggérer RB, n'a pas de « fonction interne dans les complexes rouages des tendances qui parcourent le NPA » (p.13). Ce serait manquer de confiance dans la force d'attraction des idées libertaires que de croire qu'on ne s'en empare que pour des buts de « lutte interne » dans le NPA... 3) « On peut déjà se faire une idée de la conception qu'ont Besancenot et Löwy des « affinités révolutionnaires » en constatant la présence d'un portrait pleine page de Marx, mais aucun portrait de Proudhon, Bakounine, Kropotkine ». En effet, c'est inadmissible d'avoir omis l'image d'un de ces grands penseurs anarchistes ; nous avions prévu une gravure de Bakounine, mais nous n'avons pas réussi à avoir l'autorisation de l'artiste. Cela dit, si l'on regarde les sept images qui illustrent notre livre, on verra que deux (2) correspondent à des marxistes – Marx et Rosa Luxemburg – tandis que les cinq (5) autres appartiennent au monde libertaire : une affiche avec les sept martyrs de Chicago, une affiche de la CNT de 1936, et les portraits de Louise Michel, Emma Goldman et Buenaventura Durruti. Espérons que cela permet de se faire une idée de notre conception des affinités...

DEUX AFFIRMATIONS CATÉGORIQUES MAIS DISCUTABLES

Il y a deux affirmations catégoriques de RB qui nous semblent discutables : les convergences entre marxistes et libertaires n'ont pas eu lieu dans la réalité du terrain mais du côté de la théorie ; ou alors, quand elles ont eu lieu sur le terrain, elles se sont « toujours » soldées par les tentatives des marxistes de « liquider les anarchistes » (p. 174). Or, sans nier les conflits (Makhno!), il nous semble qu'il y a eu beaucoup de convergences entre les deux courants « dans la réalité du terrain », depuis la Commune de Paris jusqu'à Mai 68, en pas-

sant évidemment par l'Espagne de 1936-37, sans aucune « tentative de liquidation » : marxistes révolutionnaires et anarchistes étaient, littéralement, « du même côté de la barricade ».

Essayons maintenant de suivre plus ou moins l'ordre des chapitres du livre de RB. Celui sur l'Association internationale des travailleurs est un des plus intéressants. Notre principal désaccord porte sur l'affirmation que pour Marx, « le prolétariat doit s'emparer du pouvoir en utilisant les formes institutionnelles créées par la bourgeoi-

partie communiste (p. 65-66). Cet argument nous étonne. Où est la « falsification » ? La « pensée réelle » de Marx a tout simplement changé, et à la lumière de l'expérience de la Commune il a radicalisé considérablement sa réflexion politique dans le sens d'un anti-étatisme.

Ce que nous ne savions pas, et avons appris grâce au livre de RB, c'est la démarche unitaire des Jurassiens, après la scission de la Première Internationale. Lors des funérailles de Bakounine, en juillet 1876, ils rejettent « les récriminations personnelles entre



A Barcelone en 1936. Wikimedia Commons.

sie » (p. 27). Or, comme l'on sait, Marx dit exactement le contraire dans son célèbre écrit sur la Commune de Paris, *La Guerre civile en France (1871)* : les travailleurs ne peuvent pas s'emparer de l'appareil d'Etat bourgeois, mais doivent le détruire. Bien entendu, RB connaît ce texte mais il pense que c'est une « falsification historique », qui ne correspond en rien à sa pensée réelle, telle qu'on la trouve, par exemple, dans *Le Manifeste du*

hommes qui au fond poursuivent la même but » et appellent à la réconciliation entre partisans de l'Etat ouvrier et partisans de la libre fédération des producteurs – une réconciliation qui leur semble « très utile, très désirable et très facile » (p. 39). RB rappelle aussi d'autres tentatives d'unification, ainsi que la participation des anarcho-sindicalistes au congrès de 1896 de l'Internationale socialiste.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, UN « THERMIDOR » ?

Le chapitre sur la révolution russe s'intéresse surtout à la répression du gouvernement bolchévique contre les anarchistes ; pas de grand désaccord ici, nous en avons aussi longuement parlé dans notre livre. Par contre, nous trouvons peu convaincante la tentative de RB de caractériser la révolution d'Octobre comme « coup d'Etat » ou « Thermidor ». Coup d'Etat ? Le renversement du gouvernement bourgeois de Kerenski fut décidé par le Comité militaire du soviet de Pétrograd et approuvée le lendemain par l'écrasante majorité des délégués du Congrès pan-russe des soviets – majorité composée de bolchéviks et de socialistes-révolutionnaires de gauche. « Thermidor » ? Cela voudrait dire que Kerenski était l'équivalent de Robespierre ou Saint-Just, et Lénine ou Trotsky les Tallien et Barère de la Révolution russe...

Il est dommage que René Berthier n'ait pas jugé utile de discuter de Kronstadt et de Makhno dans son livre, avec l'argument que tout a déjà été dit par les livres de Skirda. Nous aimerions savoir s'il est d'accord ou pas avec notre analyse de ces événements tragiques : c'est tout de même la grande pomme de discorde entre marxistes révolutionnaires et libertaires. Il donne son opinion en passant, dans une phrase qui nous semble bien discutable : certes, dit-il, Besancenot et Löwy reconnaissent que la répression bolchévique contre Kronstadt fut « une erreur et une faute », mais ils prétendent, contre toute évidence, qu'« il n'y avait pas le choix, c'était ça ou ouvrir la porte à la réaction » (p. 10). Or, ce que nous écrivons est bien différent : nous insistons sur « la lourde responsabilité des bolchéviks dans ce drame fratricide », parce qu'ils « refusent la proposition de médiation des anarchistes internationalistes comme Emma Goldman ». Il y avait donc un choix ! Et voici notre conclusion : « En clair, l'écrasement de Kronstadt a signifié que, dans le camps des soviets, il n'y avait plus de place pour débattre librement du cours suivi par la Révolution ». Sur l'Espagne, il ne semble pas avoir d'oppositions majeures entre notre analyse et celle de RB. Il nous reproche de mentionner seize fois le nom du POUM et seize fois celui de la

CNT qui était cent fois plus importante, mais ce n'est pas vraiment un désaccord fondamental, l'essentiel étant le combat commun des deux contre le fascisme et, en mai 1937, contre le stalinisme.

Au sujet des figures dont nous avons inséré des petites biographies, RB nous critique pour avoir voulu faire de Rosa Luxemburg une « anarchiste » ou de « tirer la couverture de Emma Goldman et de Durruti vers le marxisme » (p. 12). Il semble y avoir ici un petit malentendu : nous avons simplement mis en avant le fait que des anarchistes (comme Daniel Guérin) se sont intéressés à la figure de Rosa Luxemburg, tandis que des marxistes (comme Andreu Nin) ont eu de l'admiration pour Durruti. Quant à Pierre Monatte, qui n'a jamais abandonné ses convictions révolutionnaires, il nous semble bien injuste de le présenter simplement comme quelqu'un qui a « renié l'anarchisme » et « trahi le syndicalisme révolutionnaire »... C'est le type même de polémique dont nous avons tous intérêt à nous débarrasser.

CONVERGENCES ET QUESTIONS QUI FÂCHENT

Dans le chapitre « Convergences », RB propose une analyse de l'influence de Proudhon sur Marx – qui nous laisse un peu sceptiques – et une discussion de l'influence mutuelle entre Bakounine et Marx, qui nous paraît remarquable. C'est un thème que nous avons aussi abordé dans notre livre, mais chez RB c'est bien plus développé et argumenté. La tentative de Daniel Guérin de formuler un « marxisme libertaire » aurait mérité une discussion plus profonde ; par contre, nous partageons les réserves de RB au sujet de la tentative de Maximilien Rubel de faire de Marx un grand penseur anarchiste.

Des convergences apparaissent aussi dans le chapitre sur les questions politiques controversées entre les deux courants. René Berthier propose une analyse, qui nous semble excellente, des analogies entre le programme de la CGT-SR, formulé par Pierre Besnard en 1930 et le Programme de Transition de Léon Trotsky en 1938. Un regret : dans cette section (et dans le reste du livre), il n'est pratiquement pas question de l'écologie, une

dimension qui nous semble essentielle du projet révolutionnaire au 21^e siècle, et où certains anarchistes comme Murray Bookchin (discuté dans notre livre) ont joué un rôle pionnier.

Parmi les questions qui fâchent, celle de la participation aux élections occupe une place importante dans ce chapitre. RB insiste sur le fait que l'anarchisme ne s'oppose pas au suffrage universel, à la démocratie ou à la représentation : ce qu'il rejette catégoriquement, ce sont les formes bourgeoises de ces procédures. Les anarchistes, ajoute-t-il, ne sont pas des abstentionnistes fanatiques, la preuve, ils ont voté pour le Front populaire en Espagne en 1936 (p. 233-236). Très bien ! Mais alors, pourquoi proclamer que les élections ne sont pas une divergence tactique avec les marxistes mais « une divergence fondamentale » (p. 235) ?

Nous reconnaissons par ailleurs, et nous le disons dans notre livre, que les organisations marxistes les plus radicales ne sont pas immunisées contre le danger de l'électoratisme. Mais nous ne trouvons pas très productif le type d'exigence en forme d'ultimatum formulée par RB : « on peut trouver des convergences avec les marxistes révolutionnaires, à condition qu'ils abandonnent définitivement l'idée de présenter des candidats aux élections » (p. 248). Que dirait RB si, de notre côté, nous avançons l'idée suivante : « on peut trouver des convergences avec les anarchistes, à conditions qu'ils acceptent définitivement la nécessité de participer aux élections » ? Nous pensons que ce n'est pas sous cette forme-là qu'on peut faire avancer l'unité dans les luttes et la convergence dans des combats communs...

Dans sa conclusion, l'ami René Berthier voit dans notre livre la possibilité d'ouvrir un dialogue « avec nos cousins germains dans le mouvement ouvrier », pour voir ce qu'on peut faire ensemble. Parce que, ajoute-t-il, « il vaut mieux allumer une seule et minuscule bougie que de maudire sans fin l'obscurité ». Nous sommes mille fois d'accord ! Allumons ensemble non seulement une mais des milliers de bougies, peut-être qu'un jour la lumière deviendra feu d'incendie... □

L'idée de liberté, une réflexion sur la souveraineté et la démocratie

PAR PATRICK LE MOAL

« *Imperceptiblement, le citoyen actif a fait place au citoyen passif, lequel fut davantage attaché à obtenir des droits qu'à exercer un pouvoir souverain qui lui échappait de toute façon. Ainsi, la pratique de la souveraineté, dont l'idée est ancrée dans l'acte révolutionnaire, s'est-elle transformée au cours des deux derniers siècles en s'adaptant aux nécessités du pouvoir, au dépend de ses bénéficiaires supposés : les déshérités de la part du peuple oublié.*

Nous vivons une époque où existent des résistances, des actions, des collectifs contre la mondialisation, loin de l'Etat ou défiant les systèmes totalitaires, mais dans laquelle l'horizon de l'alternative au libéralisme est un futur obscur. Pour élaborer, travailler à construire cette alternative du XXI^e siècle, nous cherchons dans l'histoire les devenirs possibles des bouleversements présents, car nous ne partons pas de rien, mais il y a pourtant presque tout à faire...

La contribution à cette réflexion de Michèle Riot-Sarcey « se rapporte à la redécouverte du mouvement de l'histoire du XIX^e siècle, plus précisément à la recherche de l'historicité des moments singuliers dont on a négligé l'apport novateur ». Pour cela elle refuse la norme de l'histoire selon laquelle le vaincu a mérité de l'être, le vainqueur sert la civilisation et gagne parce qu'il est meilleur. Elle propose de changer notre regard sur le passé en ne suivant pas le cours continu de l'histoire, les certitudes affichées à la lumière des faits tels qu'ils sont advenus, mais « de s'arrêter sur son devenir, car son inachèvement peut être considéré comme le matériau de l'oeuvre de ses innombrables libertés latentes », de travailler davantage sur « l'incertitude du passé ».

Celles et ceux d'en bas ne sont que très rarement maîtres de l'écriture et de la parole, l'opinion des ouvriers n'a pas souvent laissé de trace. Chercher dans les expériences pratiques nous conduit vers l'idée qui fait agir, initiée à la révolte, ou tout simplement permet de vivre. Avec ce travail, l'auteure aide à retrouver le sens des mots à l'origine du mouvement émancipateur, car le « contenu des idées les plus libératrices a été à ce point édulcoré qu'il

n'en reste qu'un concept devenu instrument de contraintes et d'aliénation. Tel a été le destin, par exemple, des mots liberté, modernité, démocratie ou encore communisme. Le mot réforme lui-même a perdu son sens au cours du XIX^e siècle en désignant le contraire d'une avancée vers la justice sociale ».

Pour elle, l'insurrection de février 1848, qui s'achève par la sanglante répression de juin, est une rupture décisive du XIX^e siècle, qui se continue dans un mouvement associatif sans précédent. Cette révolution politique et sociale est pour les insurgés l'achèvement de 1789, en s'écartant de la voie destructrice de la terreur, sans oublier l'expérience des journées de 1830. La souveraineté populaire prend forme « pendant l'élection de la garde nationale, dans l'organisation du travail dans les ateliers nationaux, dans la rue au coeur des petits groupes désignant leurs représentants à la commission du Luxembourg, dans les clubs, devenus aussitôt des espaces publics où la parole populaire se fait entendre sans retenue. Et bien sûr au cours des manifestations symboliques, comme à Paris ou Lyon, lorsque la foule marque sa préférence pour le drapeau rouge », avec l'assurance d'une victoire ouvrière, l'abolition des inégalités, de la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour nombre d'entre eux, vivre libre, c'est être maître de son propre travail, ne dépendre d'aucun arbitraire. L'élection au suffrage universel n'est « qu'un complément aux autres formes d'expression de la souveraineté ». La république est le moyen d'aller au socialisme, d'acquiescer à l'égalité réelle. En 1848, reprennent vie les collectifs constitués à l'issue des journées de 1830, des révoltes des canuts et des grandes grèves de 1840 pour la diminution des heures de travail et le refus du marchandage (quand le travail était donné au moins-disant, tirant ainsi vers le bas les salaires). Les associations s'appuient sur l'expérience des sociétés d'entraide, de secours mutuel, sur la place qu'elles ont eue dans les luttes, et qu'on retrouvera plus tard dans les grèves des années 1860. L'autonomie ouvrière s'exprime par les associations, terme qui recouvre des

réalités très différentes, de la société de secours mutuel et des associations de défense des intérêts de la profession jusqu'aux coopératives de production. Pour les plus radicales, il s'agit pour les travailleurs associés de démontrer « ce que pourrait être l'organisation sociale à venir ; en d'autres termes, le socialisme vu comme l'auto-organisation des travailleurs. Toute idée d'une avant-garde extérieure aux ateliers ne peut alors se concevoir ».

LE DÉLÈTEMENT DE LA LIBERTÉ

Le chapitre « *Qu'est-ce qu'être libre* » traite du délètement de cette idée. Dans la poussée révolutionnaire de 1848, la liberté est une conquête à la fois individuelle et collective, car « sans égalité entre les hommes, il n'y a pas de liberté possible (...) Il s'agit de la liberté individuelle acquise à l'issue d'un mouvement d'émancipation politique et sociale (...) le droit naturel, réapproprié, réinventé, suppose une société où le pouvoir de dominer aurait été banni de la civilisation ». Il est indiscutable que le libéralisme, le capitalisme, l'individualisme et la liberté individuelle ont fait perdre au cours des deux derniers siècles le sens du mot liberté « en tant que pouvoir d'agir, intellectuellement, politiquement et socialement (...) [qui] fut un temps, pendant la première moitié du XIX^e siècle précisément, le véritable moteur de l'histoire ».

Michèle Riot-Sarcey revient en détail sur l'influence de Saint-Simon, un des fondateurs de la philosophie du progrès. Nombre de ses disciples vont jouer un rôle important en ce début de XIX^e siècle. Saint-Simon trace une histoire de la liberté par le progrès continu des Lumières et de l'éducation, le travail étant au centre du devenir de la civilisation. La liberté ne prend sens qu'au sein des collectifs : la souveraineté populaire n'est pas affaire de droits de l'homme, mais de bonne gestion du monde du travail. Dans cette vision du monde, « devenir propriétaire et accéder à la liberté collective selon la loi du progrès », toute idée d'émancipation est déplacée. Qu'est-ce que la modernité ? Le progrès et son développement infini ou la quête de liberté de chaque individu ? On revient par là à la question de l'émancipation, abordée

par Marx dans le manifeste de la Première Internationale de 1864. «Ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à la production, ni la découverte de nouvelles voies de communication, ni les nouvelles colonies, ni l'émigration, ni la création de nouveaux débouchés, ni le libre échange, ni toutes ces choses ensemble ne supprimeront la misère des classes laborieuses : au contraire, tant qu'existera la base défectueuse d'à présent, chaque nouveau progrès des forces productives du travail aggravera de toute nécessité les contrastes sociaux et fera davantage ressortir l'antagonisme social». Et il met en avant l'importance des «grandes expériences sociales» des associations.

Comment mettre en oeuvre l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes et pour eux-mêmes? La conviction qu'elle est conditionnée avant tout par l'essor des forces productives et une vision substitutiste du rôle du parti d'avant-garde dans le processus de prise de pouvoir politique comme condition suffisante et nécessaire à l'émancipation des travailleurs, est à l'origine de l'impasse dans laquelle a été englouti le mouvement ouvrier. Dans cette vision, la démarche de libération échappe aux intéressés qui délèguent leur pouvoir d'agir. Car se pose aussi la question du pouvoir politique, tant dans les débats de l'Internationale que dans le Manifeste des soixante¹, avec un risque de plus en plus fort : que le combat politique se déplace du côté de la politique détachée de la «question sociale».

L'esprit de liberté au sein des classes populaire ressurgit lors de la Commune de Paris. Les communards imposent «leur vision réaliste d'un processus républicain où la liberté fut et est aujourd'hui totalement incorporée aux inégalités sociales». Les expériences de 1848 sont réappropriées, la république retrouve son sens démocratique et social : «un socialisme républicain particulier, dont on ne peut attribuer la paternité aux figures ordinaires de l'histoire : ni socialisme utopique, au sens classique du terme, ni socialisme proudhonien, ni bien sûr

socialisme étatique, mais un socialisme qui a gardé les traces de l'auto-organisation dont les associations de 1848 étaient porteuses.»

L'OUBLI DU PRINCIPE D'ÉMANCIPATION AUTONOME

Un nouvel ordre se construit sur l'échec et le rejet de la Commune. La république perd son sens originel, échappe aux couches populaires. «La république parlementaire se conçoit, en cette fin de siècle, dans une stricte

dont est proche Jules Guesde, conteste que le travail soit la source de toute richesse : «ce sont les conditions d'appropriation de la nature et de la force de travail qu'il importe de ne pas passer sous silence afin de comprendre comment, dans toute société, ces conditions conduisent à l'aliénation des non-propriétaires : la force de travail de ceux-ci, transformée en travail abstrait, devient alors une simple marchandise que l'on échange»². Ce qui se joue dans ce débat, c'est le fait que

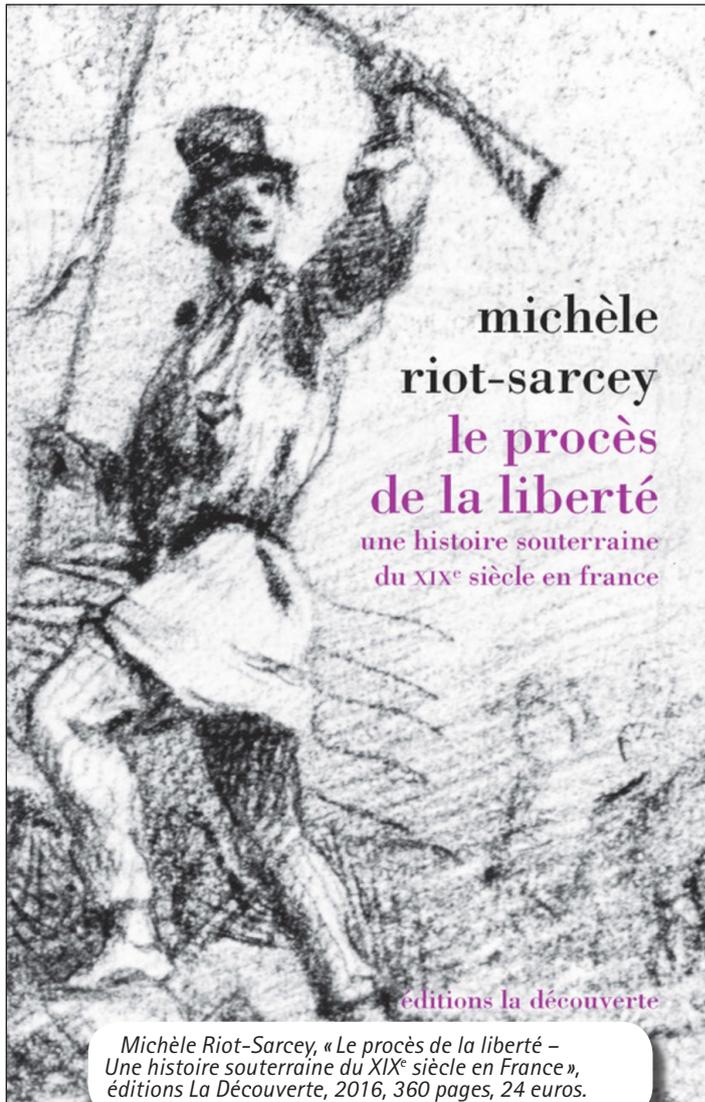
l'appropriation centrale des moyens de production supplante l'organisation des travailleurs : seul le parti peut délivrer le travailleur de l'exploitation. Où est la place de l'auto-organisation collective dans cette perspective? D'autant que les socialistes vont rapidement adhérer à la vision de la république civilisatrice avec l'illusion qu'étant le nombre, le suffrage universel pourra modifier le gouvernement sans recourir à l'action révolutionnaire. L'esprit de parti, la délégation de pouvoir vont l'emporter, se substituant aux initiatives et à l'autonomie ouvrières.

Enfin, l'auteure revient sur la question du progrès : «la continuité historique, apparemment réduite à la dimension politique de l'évolution des sociétés, acquiert ses lettres de noblesse historiographiques en édifiant son devenir sur la philosophie du progrès. Un progrès fondé, sur l'essentiel, sur la science, au sens large du terme (...) le développement du social dépend ainsi entièrement des progrès industriels et agricoles, matériels et techniques. Tandis que la politique s'autonomise pour ne se préoccuper que du gouvernement des hommes (...) or on le sait désormais, le progrès de la science n'est pas, loin s'en faut, l'équivalent du progrès de l'humanité.»

Ce foisonnant ouvrage apporte de multiples éléments très utiles à nos réflexions, car il redonne vie à de nombreuses approches oubliées de l'expérience ouvrière du XIX^e siècle, autour d'une idée centrale qui doit être au coeur de nos réflexions : la liberté ne se transmet pas de l'extérieur, mais se conquiert par soi-même. □

¹ Le Manifeste des soixante, rédigé en 1864 par Henri Tolain et signé par soixante ouvriers, défendait une série de revendications propres aux travailleurs et dénonçait les limites de la Révolution de 1789 : «on a répété à satiété : il n'y a plus de classes depuis 1789 ; tous les Français sont égaux devant la loi, mais nous n'avons d'autre propriété que nos bras, nous qui subissons tous les jours les conditions illégitimes et arbitraires du capital, nous qui vivons sous des lois exceptionnelles...»

² Critique du programme de Gotha (1875).



Michèle Riot-Sarcey, «Le procès de la liberté – Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France», éditions La Découverte, 2016, 360 pages, 24 euros.

séparation du politique et du social. Le travail, sous la III^e République, est en quelque sorte détaché des prérogatives citoyennes. C'est ainsi que «la question sociale» sera traitée hors du domaine politique, au même titre que la question coloniale.» Le développement social dépend ainsi entièrement du progrès, tandis que la politique s'autonomise pour ne se préoccuper que du gouvernement des hommes.

Dans les débats du mouvement ouvrier en construction à la fin des années 1870 se «joue l'oubli du principe d'une émancipation autonome des travailleurs concrètement entendue par les ouvriers eux-mêmes». Marx, dans le débat avec le courant lassallien

Dénoncé par plusieurs victimes pour avoir couvert des prêtres accusés d'actes pédophiles, le « primat des Gaules » a été une figure de proue du mouvement ultraréactionnaire de « la Manif pour tous ». On le voit ici en tête de la manifestation du 2 février 2014 à Lyon (Reuters/Robert Pratta).

« Dieu merci, les faits sont prescrits »

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Tels sont donc les mots prononcés par le cardinal Barbarin, lors d'une conférence de presse tenue le 15 mars à Lourdes (ça ne s'invente pas!), au sujet des multiples viols d'enfants (dont 60 au moins pour un seul prêtre...) qui ébranlent l'Eglise catholique et pour lesquels le « primat des Gaules » fait l'objet d'une enquête préliminaire pour « non dénonciation de crime ».

La vérité est que le haut prélat de « la fille aînée de l'Eglise » a de vrais gros ennuis. Après avoir affirmé, au sujet de la première affaire dévoilée publiquement, qu'il n'avait eu connaissance des accusations qu'à l'été 2014, il a reconnu en avoir été informé « vers 2007-2008 ». Depuis, on a appris par l'avocat du mis en examen (lequel n'a été relevé de ses fonctions qu'en août 2015) que « les faits étaient connus par les autorités ecclésiastiques depuis 1991 ». Commentaire de Barbarin: « j'observe d'ailleurs que plusieurs mois d'enquête de police n'ont conclu à aucun acte délictueux récent, ni même depuis 1991 ». Dans une seconde affaire (les plaintes et les affaires s'accumulent...), non seulement il n'avait pas informé la justice mais avait maintenu l'accusé dans ses fonctions car, dit-il, « ce qui me semblait de ma responsabilité était de savoir comment ce prêtre vivait cette difficulté ».

Le cardinal peut néanmoins se rassurer sur un point: il bénéficie toujours du soutien total de son institution. Les plaignants – des catholiques fervents – qui ont demandé à

être reçus par le pape (et que « le message de tolérance zéro du pape François vis-à-vis de la pédophilie se traduise en actes ») n'ont d'ailleurs pas reçu, à ce jour, de réponse. Pourquoi un tel soutien? D'abord, parce que lorsqu'elle se trouve menacée, l'Eglise doit faire bloc. Ensuite et surtout, parce que ce qui l'unit sur le fond est bien plus fort que tel ou tel « dérapage ».

L'archevêque de Martinique, un certain David Macaire, a livré son explication: « on ne l'attaque [Barbarin] que parce qu'il a soutenu La Manif Pour Tous... Ou parce qu'il y a un intérêt quelconque à diaboliser encore et encore l'Eglise catholique. »

Eh oui, l'individu en question, en bon représentant de son institution, a été ces dernières années à la pointe de tous les combats les plus réactionnaires. Dès 2012, il déclarait que « le mariage pour tous » était un « mensonge d'Etat », ouvrant la voie à la polygamie et à l'inceste (« après, ils vont vouloir faire des couples à trois ou à quatre. Après, un jour peut-être, l'interdiction de l'inceste tombera »), en consacrant « le droit de l'adulte sur le droit de l'enfant, le droit du plus fort sur celui du plus faible ».

Combat contre l'égalité des droits au mariage, combat aussi – et de longue date – contre l'IVG et les droits des femmes. « Le plus grand drame que vit la France aujourd'hui, c'est le fait qu'il y a 200 000 petits français qui meurent chaque année », déclarait-il en 2013.

Puis en 2014, lors de sa participation à une (soi-disant) « Marche pour la vie »: « A l'origine, en 1975, c'était pour des situations de grande détresse. Maintenant, il s'agit d'un droit. On dit très tranquillement que chacun peut disposer de son corps... »

Philippe Barbarin est cependant renommé pour une politique « d'ouverture »: celle qu'il manifeste envers les autres religions. Ses coude-à-coude avec des pasteurs, rabbins et imams dans les « manifs pour tous » sont en cohérence avec la démarche qu'il a toujours manifestée jusque là. « C'est le recteur de la Grande Mosquée de Lyon, Kamel Kabtane qui a remis au cardinal Barbarin les insignes d'Officier de l'ordre national du Mérite le 10 décembre 2007 en s'exclamant: "Monseigneur, vous êtes mon frère!" » (nous dit Wikipédia...). La même source rappelle qu'en 2008, il publie « Le Rabbini et le Cardinal, Un dialogue juéo-chrétien d'aujourd'hui », avec le grand rabbin Gilles Bernheim. En janvier 2014, il reçoit le prix du rapprochement des communautés par l'Union des patrons et des professionnels juifs de France.

C'est l'occasion de rappeler que, si nous respectons naturellement les sentiments religieux des gens, les religions en tant qu'institutions – les Eglises, toutes les Eglises – restent des bastions de la réaction, de la répression et négation des droits des femmes, des LGBTI, des travailleurs, des peuples. Nos ennemis. □